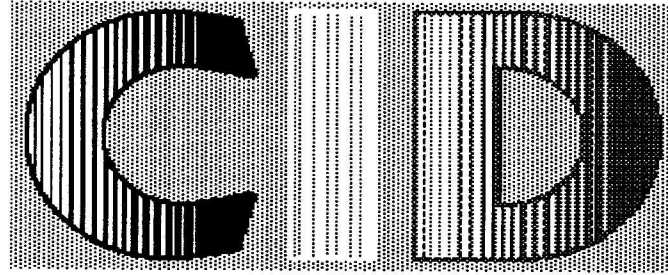


COLLEGE INTERARMÉES



DE DÉFENSE

## **Le monde Indien**

**Mémoire de géopolitique**

5<sup>ème</sup> Promotion du CID - Groupe B5

Chargé d'étude : M. Arnaud d'Andurain

## Sommaire

<b>Synthèse générale :</b>	le monde indien.	3
<b>Première séance</b>		
<i>Compte-rendu :</i>	le cadre.	12
<i>Exposé :</i>	rappel des accords de sécurité existant entre les pays de la région et des puissances extérieures. Validité de ces liens à l'issue de la guerre froide.	15
<i>Exposé :</i>	le comportement des pays de la région lors de la guerre du Golfe, premier événement postérieur à la guerre froide nécessitant un positionnement diplomatique.	20
<b>Deuxième séance</b>		
<i>Compte-rendu :</i>	enjeux et conflits potentiels.	25
<i>Exposé :</i>	un enjeu stratégique : la question énergétique en Asie méridionale.	28
<i>Exposé :</i>	l'Inde, le Pakistan, la Chine ... et la question nucléaire.	30
<b>Troisième séance</b>		
<i>Compte-rendu :</i>	le maintien de la stabilité.	38
<i>Exposé :</i>	les doctrines de défense de l'Inde et du Pakistan.	45
<i>Exposé :</i>	les éléments favorables et défavorables à la candidature de l'Inde à un siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU.	51
<b>Quatrième séance</b>		
<i>Compte-rendu :</i>	l'Asie méridionale et le monde.	55
<i>Exposé :</i>	la politique américaine en Asie méridionale sous la présidence Clinton.	58
<i>Exposé :</i>	le rôle politique de l'armée dans les pays de la région.	62
<b>Carte politique de la région</b>		64

### Introduction

Le sous-continent Indien représente un ensemble de 1,3 milliard d'habitants, unis par une civilisation commune mais séparés par une décolonisation tumultueuse et un engagement dans le conflit Est-Ouest : après le bouleversement géopolitique des années 90, la région est désormais confrontée au défi de son développement économique, lequel dépend largement du maintien de la stabilité, et de l'apaisement des tensions.

Dans ce cadre, l'Inde doit faire preuve de modération dans ses rapports avec ses voisins, de dynamisme pour son décollage économique et de constance dans sa pratique démocratique, si elle veut faire admettre à la communauté internationale son statut de puissance régionale.

## 1 Le cadre

### 1.1 Géographie, sociétés, histoire et institutions

Alors que l'Asie du Sud-Est est structurée par l'ASEAN, rien de tel n'existe en Asie méridionale ; le monde Indien se définit par la *civilisation indienne*, laquelle est indépendante des frontières et donne donc à l'Inde un rôle primordial. Cette « centralité » de l'Inde est encore renforcée par le fait que les pays limitrophes de l'Inde n'ont pas de frontières communes entre eux.

La civilisation indienne est très poreuse, l'Inde ayant été constamment envahie au cours de son histoire (30 fois depuis Alexandre) : les apports culturels sont multiples. Bien plus, l'Inde, « continent Circé », transforme ses envahisseurs, qu'il s'agisse de l'Islam ou de la présence anglaise.

La partition de 1947 a causé plusieurs millions de morts en raison d'une opposition politique - entre le Parti du Congrès et la Ligue Musulmane - mal gérée par les anglais : d'où des frontières mal tracées (au Cachemire notamment), des déplacements de populations (celui de 1947 représente la plus grosse migration humaine du siècle) et des rancoeurs qui ne sont pas près de s'estomper. La partition entre les deux Pakistan n'était pas viable, et a abouti à la création du Bangladesh en 1971. Cela dit, il y a encore 110 millions de musulmans en Inde, c'est à dire autant qu'au Pakistan !

Il n'y a pas d'unité politique de la région : le Bangladesh est une république unitaire, le Bhoutan un royaume bouddhiste, l'Inde une fédération, le Népal un royaume hindou, le Pakistan une république islamiste, le Sri Lanka une république présidentielle.

## 1.2 De la guerre froide au contexte des années 90

Pendant les vingt dernières années de la guerre froide, la géopolitique particulière du continent indien s'est articulée autour de deux axes : l'axe New-Delhi-Moscou d'une part, l'axe Washington-Islamabad-Pekin d'autre part, les deux camps se faisant face de part et d'autre de la « ligne de cessez-le-feu » du Cachemire.

Dans ce contexte bipolaire, l'Inde a toujours joué un rôle particulier, à la fois comme chef des pays non-alignés et comme « gendarme » de la région. Ses rapports avec les différentes puissances reflètent cette politique particulière :

- l'URSS - avec qui l'Inde n'a jamais signé qu'un seul traité en 1971 - ne l'a pas aidé à se doter de l'arme nucléaire,
- la Chine a renoncé à exploiter sa victoire lors du litige frontalier qui les a opposés en 1962, afin de ménager ses relations futures,
- les Etats-Unis ont toujours éprouvé une certaine méfiance à son égard, la considérant comme impossible à manoeuvrer.

A l'inverse, le Pakistan apparaît comme un allié de longue date des américains, cette alliance s'inscrivant totalement dans la politique de *containment* suivie par les Etats-Unis à l'encontre des Soviétiques. Ainsi, les Pakistanais seront-ils poussés à s'impliquer dans le conflit afghan - jusqu'à l'épisode récent des Talibans. Encore aujourd'hui, l'accord signé en 1959 entre les deux pays sert de base juridique à leur coopération.

L'implosion de l'URSS et la guerre du Golfe, deux événements qui marquent la fin de la guerre froide, bouleversent complètement la donne géopolitique dans la région :

- avec le démantèlement de l'URSS, l'Inde perd un allié.
- l'Inde se retrouve isolée et affaiblie diplomatiquement : sa politique de non-alignement ne signifie plus rien désormais.
- sa « complaisance » vis-à-vis des Américains - qui ont été autorisés à faire transiter quelques avions par son territoire lors du déploiement en Arabie Saoudite - lui est reprochée par son opinion publique et a entraîné la chute du gouvernement. L'Inde a également été ébranlée par la situation difficile de ses ressortissants, pris au piège par le blocus américain, abandonnés en territoire irakien et auxquels elle s'est montrée incapable de venir en aide.
- la situation du Pakistan est similaire, dont l'importance géostratégique diminue avec le retrait soviétique de Kaboul et dont l'engagement aux côtés des américains contre Saddam Hussein est très mal perçu par la population : le gouvernement tombe également pendant la guerre du Golfe. La guerre civile en Afghanistan, l'émergence de nouveaux voisins en Asie centrale entraînent maintenant un déplacement du centre de gravité de la région vers le Nord-Ouest.
- le Bangladesh, déstabilisé de la même façon par l'opinion anti-occidentale de la rue et le sort de ses travailleurs émigrés voit son gouvernement tomber.

Dans ce nouveau contexte d'affaiblissement politique, le conflit indo-pakistanaï redevient un conflit purement bilatéral.

## **2 Enjeux et conflits potentiels**

### **2.1 Les enjeux**

Le développement économique et social semble le principal défi à relever pour les 1,3 milliards d'habitants du sous-continent : comme celui-ci est loin de satisfaire les besoins en énergie induits par sa population et que cette insuffisance compromet toute possibilité de développement, la question énergétique arrive au premier plan des préoccupations. Aussi l'Inde a-t-elle entrepris de reconsidérer sa politique d'« autosuffisance » en vigueur jusqu'à présent - qui reposait sur une exploitation prioritaire du charbon - et de faire appel à de grandes compagnies internationales afin d'exploiter le pétrole situé sur son territoire - dans la région des « sept soeurs », au Nord-Est du pays. Malgré cette volonté de rééquilibrage, l'objectif de production visé pour l'an 2000 - 40 millions de tonnes contre 32 millions aujourd'hui - a peu de chance d'être atteint. De même que paraît bien ambitieuse sa volonté d'augmenter de 15% sa production d'électricité pour 1998. Quant aux approvisionnements extérieurs - qui passent prioritairement par des oléoducs et donc par le territoire du Pakistan - , ils sont obérés par le différend indo-pakistanaï.

Dans un domaine connexe, l'Inde a commencé à libéraliser son économie, qui enregistre une croissance de l'ordre de 7%, à contrôler l'inflation et à maîtriser même certains domaines de pointe comme les industries nucléaire et spatiale. Ce tableau encourageant est malheureusement assombri par la très faible compétitivité de son industrie nationale.

La solution pourrait se trouver dans une coopération régionale (à l'instar de la CECA de l'Europe d'après-guerre ?) ; des accords ont pu ainsi être trouvés autrefois entre le Pakistan, le Bangladesh et l'Inde au sujet des eaux de l'Indus et du Gange.

Mais les autres Etats de la région, pourtant confrontés aux mêmes problèmes et difficultés (énergétiques, financières, écologiques ...), appréhendent une position trop dominante de l'Inde : ses ambitions de grande puissance ne correspondent guère avec le cadre régional dans lequel chacun de ses voisins souhaite s'affirmer. Le rapprochement politique des pays de la région paraît ainsi être plutôt le préalable que l'objectif d'une coopération économique.

### **2.2 Les conflits potentiels**

#### **2.2.1 Conflits internes**

Plus que toute autre, la région de l'Asie méridionale est en proie à de graves difficultés internes : le système parlementaire indien parvient difficilement à maintenir dans un cadre démocratique les affirmations des différentes communautés - religieuses ou nationales - tentées par le séparatisme et peu enclines à respecter les autres minorités. Le système des castes, la surpopulation, de profondes disparités économiques exacerbent ces difficultés.

#### **2.2.2 Le Cachemire**

Le règlement du vieux conflit Inde-Pakistan achoppe au sujet du partage de la région du Cachemire. Cette région, située au Nord de l'Inde, est un pays riche, un état multiculturel peuplé de 8 millions d'habitants, placé, côté indien, sous le contrôle

de l'armée indienne. C'est aussi une zone stratégique située entre trois « puissances nucléaires ».

Le Cachemire a acquis son indépendance en 1947 ; les anglais ayant tenu compte de la religion du maharajah - hindou - plutôt que de celle de la population - majoritairement musulmane - pour le tracé des frontières, le royaume a fait, peu après, allégeance à l'Inde. Il s'est ensuivi un premier et bref conflit avec le Pakistan en 1948 sans qu'aucune solution au différent frontalier ne soit trouvée. A Islamabad, on parle alors de « partition inachevée ». A partir de 1948 débute une phase de conflit larvé qui perdure aujourd'hui, malgré différentes tentatives de règlement (Nehru, originaire du Cachemire aurait ainsi envisagé un règlement du conflit par une révision du tracé des frontières). Bien plus, depuis 1990, la rébellion s'est réveillée au Cachemire après le désengagement soviétique d'Afghanistan - et l'arrivée sur le « marché » de professionnels de la guérilla.

L'attachement de l'Inde pour le Cachemire est plutôt d'ordre affectif et symbolique (c'est son « paradis sur terre ») ; il n'en va pas de même en revanche pour le Pakistan qui considère depuis toujours ce problème comme vital. La seule solution envisageable consisterait en une partition du pays sur la ligne de cessez-le-feu. Pour qu'une telle solution soit acceptée par les différentes parties, il faudra probablement attendre que la génération ayant connu la situation « d'avant 1947 » se soit définitivement retirée des affaires.

### 2.2.3 La rivalité sino-indienne

L'Inde et la Chine entretiennent une dangereuse rivalité autour du nucléaire :

- La première explosion nucléaire chinoise date de 1964. La Chine disposerait de 425 têtes nucléaires, dont 110 emportées par des missiles sol-sol et 24 lancées par des missiles MSBS.

- L'Inde a lancé son programme nucléaire en 1964, après la première explosion chinoise, et a procédé à une première explosion « pacifique » souterraine en 1974. L'Inde disposerait de 70 à 100 charges nucléaires, et de stocks de plutonium suffisants pour constituer de 60 à 200 charges assemblables dans de brefs délais. L'Inde dispose également de vecteurs, en particulier de missiles balistiques, les missiles sol-sol Prithvi et Agni (1500 km de portée pour une charge de 1000 kg).

- Le point de départ du programme nucléaire pakistanais spécifiquement militaire se situe en 1972. Aidé par la Chine, le pays a acquis en 1987 des capacités considérées comme suffisantes pour la dissuasion : selon différents officiels américains, le Pakistan serait en mesure d'assembler des armements nucléaires dans de brefs délais et la plupart des experts s'accordent sur un total de 6 à 12 bombes pakistanaises. Le Pakistan dispose d'une panoplie de missiles balistiques qui comprennent le Hatf-2 (300 km de portée), les M-11 chinois (400 km de portée avec une charge de 800 kg), ainsi qu'une quantité inconnue de missiles d'origine soviétique obtenus en Afghanistan après la chute du régime de Najibullah.

Les capacités nucléaires de ces trois pays ne font donc - militairement parlant - guère de doute, mais la crédibilité de leurs dissuasions doit cependant être nuancée :

- ni l'Inde, ni le Pakistan n'ont la capacité technologique ou économique de moderniser leur arsenal ... ou simplement d'en améliorer la fiabilité (celle des missiles AGNI est pour le moins douteuse).

- ni l'Inde, ni le Pakistan ne peuvent envisager sereinement l'emploi de ces armes sur le territoire de l'un ou de l'autre : une explosion nucléaire aurait, à cause des

retombées (les pays sont voisins et les villes principales très proches de la frontière), des conséquences catastrophiques aussi bien pour le pays-lanceur que pour le pays-cible.

- la Chine (du moins sa partie habitée), qui est le véritable objet de la dissuasion de l'Inde, est quasiment hors de portée des armes indiennes.

Ainsi, les bombes atomiques de la région apparaissent-elles comme des outils politiques plutôt que militaires.

- L'Inde et le Pakistan sont considérés tous deux comme des Etats « du seuil nucléaire », ce qui conforte l'Inde dans son ambition de puissance régionale et le Pakistan comme leader du monde musulman, tant vis-à-vis de l'extérieur que vis-à-vis de leurs propres opinions publiques.

- Par sa manière d'acquérir l'arme nucléaire, l'Inde a affirmé son statut de pays indépendant et développé, tandis que le Pakistan a renforcé son alliance avec la Chine.

Reste à savoir si les avantages équilibrent les inconvénients de cette dangereuse option :

- L'Inde a obtenu certes un grand prestige politique, mais sa position de non-violence, de neutralité et de non-alignement a largement perdu sa signification. Elle est désormais dans une impasse diplomatique puisqu'elle ne peut signer le TNP, jugé inégal et discriminatoire : toutes ses tentatives pour lier son adhésion à un processus de désarmement général sont pour l'instant restées vaines.

- De la même façon, le Pakistan, ne pouvant signer le TNP (tant que l'Inde n'y aura pas adhéré), est soumis à l'ostracisme du congrès américain.

- La Chine a évidemment la position la plus confortable : elle possède l'arme nucléaire et peut en menacer toute la région ... même si, en adhérant au TNP en 1992, elle s'est engagée à ne pas recourir à l'arme atomique contre des ENDAN (Etats non détenteurs de l'arme nucléaire, dont font partie, à leurs corps défendant, l'Inde et le Pakistan) ... En fait, Pékin ne reconnaît pas l'Inde comme un ENDAN et laisse donc planer le doute sur un éventuel recours au nucléaire contre elle.

En l'état actuel, une certaine stabilité stratégique existe néanmoins en Asie méridionale entre les principaux couples d'Etats (Inde-Chine et Pakistan-Inde). Chacun des trois pays a unilatéralement et volontairement appliqué différentes mesures de retenue dans sa politique nucléaire envers les autres.

#### 2.2.4 Les nouvelles menaces

Le développement du commerce mondial, le conflit en Afghanistan, l'extension du marché de la drogue ont entraîné dans la région une recrudescence du crime organisé autour de nouvelles menaces transfrontières : le trafic d'armes généré par le conflit afghan s'est ainsi rapidement inséré dans l'économie de la région, tout comme le trafic de drogue. Par contagion, d'autres fléaux sont apparus : le SIDA, le terrorisme, les mafias, le trafic d'émigrés clandestins ...

La poursuite du développement des pays de l'Asie méridionale passe aussi par la façon dont seront résolus ces problèmes.

### **3 Le maintien de la stabilité**

#### **3.1 L'Inde : du rôle de gendarme à une politique de bon voisinage**

L'Inde aspire à assurer un rôle à l'échelle mondiale et entend être reconnue et considérée comme une grande puissance. Au niveau régional, elle n'a pas hésité, là où elle estimait ses intérêts menacés, à rétablir l'ordre (au Sri Lanka), ou à décréter un embargo économique (à l'encontre du Népal).

Durant la Guerre froide, la politique extérieure indienne a été dominée par son alliance avec l'URSS ; aujourd'hui, l'Inde reste attachée au maintien de bons rapports avec Moscou, ne serait ce qu'en raison de leurs intérêts communs dans la recomposition de l'Asie centrale.

La Chine constitue le défi stratégique fondamental pour l'Inde. Il englobe tous les aspects de la politique stratégique de la nation, et pas seulement la politique de défense : même si la modernisation entreprise par l'armée chinoise est suivie avec beaucoup d'attention, personne aujourd'hui en Inde ne perçoit, à court terme, de menace de guerre contre la Chine.

Le Pakistan est également une source de préoccupation majeure. Les dirigeants indiens craignent tout autant une exacerbation de la crise à propos du Cachemire qu'une implosion du Pakistan ou une extension du fondamentalisme musulman dans toute la région (encerclément par un "arc musulman" auquel participerait le Bangladesh). En fait, c'est le Pakistan qui dimensionne véritablement l'armée indienne.

Celle-ci est occupée par cette posture défensive, le long de ses côtes et de ses frontières, mais doit également secourir la population en cas de catastrophe naturelle ou faire face à l'agitation intérieure (le tiers des forces militaires et paramilitaires est actuellement déployé au Pendjab, au Jammu-et-Cachemire et dans le Nord-Est).

D'autres paramètres influent également sur la politique de défense ; la récente dévaluation de la roupie et la fin de l'aide russe posent à l'armée indienne de sérieux problèmes de maintenance ; l'Inde souhaite donc développer une industrie d'armement autonome visant à satisfaire 70% de ses besoins en 2005. Ces facteurs peuvent amener l'Inde à choisir une stratégie de dissuasion nucléaire "à la française" permettant de réduire les frais de fonctionnement et d'équipement des forces classiques.

Cependant, l'objectif affiché aujourd'hui par le gouvernement est d'accélérer le processus de modernisation grâce à l'expansion et à l'élévation du niveau de vie de la classe moyenne, l'accent étant mis sur l'autonomie et l'indépendance. On ressent ainsi la primauté du développement et de l'économie sur la politique et les frais consentis à la défense.

#### **3.2 Le Pakistan : une instabilité dangereuse**

L'Inde est ressentie et désignée par le Pakistan comme la menace principale. Ce sentiment est bien entendu lié à l'histoire chargée des relations indo-pakistanaïses et à l'existence du contentieux du Cachemire, mais aussi (et surtout) à la

disproportion flagrante entre leurs forces armées. Cette perception de la menace conditionne :

- la politique extérieure du Pakistan, laquelle consiste principalement à trouver des alliés susceptibles de le soutenir contre l'Union indienne,
- la dissuasion nucléaire et conventionnelle et le colossal effort de défense qu'elle suppose,
- la stratégie suivie au cours de chacune des trois guerres, consistant à prendre l'initiative et à attaquer préventivement.
- le complexe d'assiégé qui affecte les Pakistanais.

La situation en Afghanistan est également source de préoccupation. Le prolongement de la guerre civile dans ce pays déstabilise les deux provinces occidentales du Nord-Ouest : de nombreux militants islamistes franchissent la frontière et apportent leur soutien à certaines organisations extrémistes locales, tandis que le pays doit faire face à plus de deux millions de réfugiés et à un problème nouveau de trafic d'armes.

Politiquement, le Pakistan est un pays très instable, où l'armée est contrainte de jouer un rôle modérateur. Qui plus est, le pays traverse une crise économique sérieuse, sévèrement accrue, à l'époque de la guerre du Golfe, par le retour des émigrés du Koweït et d'Irak, et aggravée par une démographie encore très importante.

### **3.3 Le dialogue sino-indien**

Avec la Chine, l'Inde s'efforce de stabiliser ses relations. Ainsi, un traité destiné à maintenir la paix le long de la frontière, a-t-il été signé en 1993. Au mois d'août 1995, on a assisté à un retrait bilatéral des forces basées le long de la frontière. De plus, la position chinoise sur le Cachemire a évolué, passant du soutien implicite aux revendications pakistanaïses à une attitude de neutralité, renvoyant Inde et Pakistan dos à dos ; la Chine se fait de plus en plus discrète sur ce sujet, en raison de ses propres problèmes avec des minorités musulmanes.

Malgré tout, la détention par la Chine d'armes nucléaires stratégiques et tactiques reste une source d'inquiétude pour l'Inde - qui se demande dans quels scénarios et contre quels voisins elles pourraient être utiles.

### **3.4 La SAARC (South Asia Association for Regional Cooperation)**

La SAARC, créée en 1984 à l'initiative du Bangladesh, est le seul outil de concertation régionale ; son programme consiste en la libéralisation progressive des échanges entre les pays membres. Malgré quelques tentatives pour lui donner corps et la faire évoluer vers une instance semblable à l'ASEAN, la SAARC est tout de même restée une coquille vide. En effet, cette association n'intéresse pas l'Inde, qui a vocation à nouer des relations bilatérales. De fait, lors des réunions, il s'agit surtout de n'évoquer aucun des problèmes politiques qui pourrait embarrasser un des membres.

## **4 L'Asie méridionale et le monde**

### **4.1 L'ouverture au monde**

L'Inde ne semble pas s'intéresser suffisamment aux affaires du monde. La crise actuelle des marchés asiatiques le démontre bien : l'Inde, peu concernée, se trouvait dans une conjoncture favorable, et cela au moment où plusieurs chefs d'Etat annonçaient leur visite à Delhi (Chirac, Eltsine, Clinton). Or, elle n'a rien su faire d'autre que se plonger dans une crise politique qui a fait chuter la roupie (et le gouvernement).

Dans le domaine diplomatique, l'Inde est handicapée par sa politique nucléaire, jusqu'à présent envisagée comme le seul attribut concevable de la puissance : or, elle n'est pas vraiment reconnue comme une puissance nucléaire, mais n'est pas considérée non plus comme un pays respectant les règles du jeu et donc susceptible de devenir membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU.

Cette attitude d'isolement et d'incompréhension contraste avec le niveau de participation de l'Inde à l'ONU : alors que la Chine ne s'intéresse qu'aux institutions qui permettent de bloquer le système, les Indiens connaissent bien le fonctionnement de l'Organisation, y sont omniprésents et participent efficacement à son animation.

#### **4.1.1 Pont entre Europe et Extrême-Orient**

L'Inde présente la caractéristique d'être un Etat-civilisation aux nombreuses langues et religions... Cet ensemble disparate forme un tout qui fonctionne somme toute correctement (on parle à son égard d'une « anarchie qui fonctionne ») et est susceptible d'apporter la culture de la diversité dans une structure internationale. L'Inde est toujours à la charnière du monde, position qu'elle a connu pendant la guerre froide en qualité de chef de file des non-alignés et qu'elle continue dans une moindre mesure à occuper dans l'opposition entre Nord et Sud. La richesse de sa civilisation, qui a irradié dans toute l'Asie, et son positionnement géographique, à la confluence de l'Asie Centrale, du Moyen-Orient et de l'Extrême-Orient, en font, pour l'Europe avec laquelle elle a une histoire commune, un partenaire essentiel.

#### **4.1.2 IOR et ECO, Asie centrale**

L'Inde est isolée et ne veut pas être cantonnée à un rôle régional. Elle a donc créé l'Indian Ocean Rim (IOR) en essayant de tirer parti de sa diaspora et de ses accès géostratégiques. L'accent est cependant mis sur la coopération économique (la France, invoquant l'île de la Réunion, est candidate à cette association).

De son côté, le Pakistan s'est également rapproché de ses voisins Iraniens et Turcs pour constituer un « monde musulman non arabe » au sein de l'Economic Cooperation Organization (ECO). Son rôle en Asie centrale pourrait se renforcer avec la mise en valeur des ressources pétrolières et la montée en puissance corrélative de ces pays qui n'appartiennent pas au monde slave.

### 4.1.3 Diasporas

Mais l'influence de l'Inde, du Pakistan et du Bangladesh se mesure également à l'aune de leur diasporas respectives. Les Indiens constituent ainsi en Afrique du Sud un peuplement influent et conséquent ; le Mahatma Gandhi y a fait autrefois les débuts de son parcours politique. L'importance des lobbies aux Etats-Unis ne leur a pas non plus échappé. L'ensemble de la diaspora indienne dans le monde représente près de 15 millions d'individus.

## 4.2 Une région encore négligée

L'Inde est un pays injustement méconnu et encore sujet à de nombreuses idées préconçues, datant de l'époque coloniale. Or personne ne pourra négliger éternellement un ensemble d'un milliard d'êtres humains ; le marché potentiel que représente une classe moyenne de 150 millions de personnes ne pourra rester à l'écart des flux commerciaux. Ce monde apparaît donc aussi important que le monde chinois, ses perspectives économiques et politiques sont tout aussi prometteuses et il est même beaucoup plus accessible et compréhensible de par sa position géographique et sa proximité culturelle.

Les Etats-Unis commencent à s'intéresser à cette région autrement que sous un angle purement stratégique.

- Les échanges commerciaux avec l'Inde se montent ainsi à 9 milliards de \$, en dépit de l'indécision, des tracasseries douanières et administratives, de la contrefaçon ... Mais cette ouverture ne peut être que progressive en raison de l'écart formidable qui sépare ces économies : l'Inde ne peut courir le risque par exemple de voir disparaître son agriculture sous la pression de la concurrence des fermiers américains. Elle est donc sujette à des réflexes protectionnistes.

- Les relations avec le Pakistan, bien qu'en perte de vitesse, restent conséquentes puisque les USA sont le premier investisseur, fournisseur et client.

Le Japon montre également un intérêt croissant pour la région et y est mieux perçu : il symbolise en effet la réussite économique en même temps que la résistance culturelle ... L'Inde, puissance économique en devenir, pourrait être un partenaire de rechange intéressant, en cas de déconvenue sur les autres marchés asiatiques.

## Conclusion

La partition en plusieurs Etats antagonistes est encore un frein au développement de la région ; à moyen terme, il est peu probable que des solutions définitives puissent être trouvées aux contentieux existants, notamment entre Inde et Pakistan. Toutefois, la mondialisation des échanges et les impératifs du développement économique vont contribuer, voire forcer les Etats de la région, à échanger davantage. Cette nécessité peut avoir un effet stabilisateur.

A une échéance beaucoup plus lointaine, il n'est pas interdit d'imaginer, pour la région, un système de confédération rassemblant des pays partageant une même civilisation et une aire géographique distincte.

## **Etude dirigée de géopolitique sur le monde indien : première séance**

### **Le cadre**

Par le CEN VERRANDO (Gendarmerie)

#### **1 Introduction par le chargé de cours**

Monsieur Arnaud d'Andurain soulève d'abord le problème de l'appellation de la région : « Asie du sud » ou « Asie Méridionale » conviennent mieux que « Monde indien » ; ce dernier terme ne peut qu'offusquer les pays qui ne sont pas l'Inde ... Cette région comprend l'Inde et cinq pays, avec lesquels elle partage une frontière mais qui n'en partagent pas entre eux. Elle a pour caractéristique essentielle d'avoir été envahie à de multiples reprises.

La partition de 1947 (conflit indo-pakistanaï) a consacré le divorce entre les musulmans et les hindous. Cette dernière crise majeure a débouché sur des millions de morts et la création de deux Etats distincts : l'Inde et le Pakistan. L'actuelle crise du Cachemire révèle le niveau de tension qui continue à prévaloir cinquante ans après les événements.

Enfin, la dernière caractéristique de la région est la multiplicité des régimes politiques existants (BANGLADESH : une république unitaire non islamiste, le BHOUTAN : un royaume bouddhiste, l'INDE : une démocratie parlementaire, le NEPAL : un royaume hindou, le PAKISTAN : une république islamique, le SRI LANKA : une démocratie présidentielle).

#### **2 Rappel des accords de sécurité existant entre les pays de la région et des puissances extérieures ; exposé du CES Bohineust**

Géographiquement, l'Inde se trouve isolée au milieu de 5 pays (cités supra) et au centre de l'Asie du sud.

Le Bhoutan est une monarchie constitutionnelle et dépend économiquement de l'Inde. Le Népal, qui n'était pas une colonie, a toujours eu un statut à part. Le Sri Lanka, les Maldives et le Pakistan sont issus de la décolonisation britannique mais un litige frontalier a longtemps subsisté entre l'Inde et le Pakistan. Une première guerre indo-pakistanaïse de 1947, puis un deuxième conflit en 1965-66, et un troisième conflit en 1971 ont déchiré les deux nations. Ce dernier conflit débouche d'ailleurs sur la partition du Pakistan en deux Etats avec la création du Bangladesh.

L'Inde veut se positionner d'une part comme le « gendarme » du sous-continent indien (dans ce cadre elle intervient en 1991 aux Maldives pour prévenir un coup d'Etat) et d'autre part, elle veut apparaître comme le « leader » des pays non alignés (notamment après la conférence de Bandung en 1955). S'agissant de ses relations avec l'Union soviétique, elle bénéficie de l'aide de l'ex-URSS depuis 1964. Dans ce cadre, New Delhi et Moscou concluent un traité d'amitié et de coopération en 1971.

La question nucléaire demeure un véritable problème dans cette région du monde. Le Pakistan est quelque peu isolé en raison de la diminution de son importance stratégique. Enfin, l'Inde est de plus en plus « mise de côté » par les grandes puissances (l'accord avec Moscou de 1971 n'a d'ailleurs été renouvelé que partiellement en 1991).

### **3 Etude de la validité des liens entre pays à l'issue de la guerre du golfe ; exposé du LCL Pujo-Sausset**

#### **3.1 Origines du conflit**

Concernant le conflit du golfe, 5 origines peuvent être avancées :

- 1/ le contentieux frontalier territorial du Koweït,
- 2/ le Koweït accusé de « dumping pétrolier »,
- 3/ les besoins financiers de l'Irak,
- 4/ les ambitions régionales de l'Irak,
- 5/ l'erreur de Saddam Hussein, qui a sous-estimé la réaction des pays de l'Alliance atlantique face aux conséquences possibles de la crise du golfe.

#### **3.2 Attitude des pays du continent indien**

Les pays du continent indien adoptent globalement une attitude de « prudente réserve » dans le cadre de cette crise.

##### **3.2.1 Le Pakistan**

- est lié à l'Arabie Saoudite, mais ne veut pas apparaître comme « inféodé » aux Etats-Unis.
- adopte, pendant la guerre du golfe, une position officielle favorable à l'Alliance.
- subit de plein fouet les conséquences négatives de la crise (problème de ravitaillement en pétrole, manque à gagner en devises des Pakistanais qui travaillaient jusqu'alors dans les lieux du conflit).
- est, de plus, confronté au problème du retour de ses expatriés.

##### **3.2.2 L'Inde**

- doit adopter une attitude compatible avec son rôle de « leader » des pays non alignés.
- doit aussi gérer les problèmes liés au retour de ses rapatriés et à son ravitaillement en pétrole.
- est consciente, enfin, des faiblesses de ses alliances avec l'URSS et de l'importance grandissante des Etats-Unis dans le monde.

Son attitude lors du conflit est ambiguë, bien qu'officiellement elle continue à soutenir l'action de l'ONU.

Sa population (qui comprend la troisième communauté musulmane du monde) adopte une attitude assez réservée pendant le conflit.

### 3.2.3 Le Bangladesh

S'il envoie un contingent de 2000 hommes en Arabie Saoudite, sa population apparaît comme favorable à Saddam Hussein.

### 3.2.4 Le Sri Lanka

Il s'estime « trop petit et trop pauvre » pour prendre part dans le conflit, mais est touché, lui aussi, par les répercussions économiques (pétrole, travailleurs émigrés).

## 3.3 Les conséquences

La guerre du golfe a « ajouté des problèmes » à la situation déjà difficile des pays de l'Asie du Sud (née de la baisse d'influence de l'ex-empire soviétique et du désengagement des Etats-Unis dans la région).

Cependant, la principale conséquence est la perte d'influence et de crédibilité des pays non alignés.

## 4 Questions

Le chargé d'études, en réponse aux questions diverses, a notamment indiqué :

- Concernant l'existence (ou l'inexistence) d'une politique américaine en Asie, « c'est peut-être parce qu'on ne sait pas ce que veulent les Etats Unis, qu'il existe autant de problèmes dans cette région du monde ».

- Sur la question de savoir si l'entrée de l'Inde au Conseil de Sécurité sera soumise à l'obligation préalable de régler ses différends avec le Pakistan, le problème ne doit pas être posé dans ces termes : en effet, l'Inde « devra d'abord clarifier sa position concernant l'arme nucléaire » avant que les grandes puissances étudient l'intérêt de lui permettre d'intégrer le Conseil de Sécurité.

- Le « Dalaï Lama » ne peut conduire de médiation dans le cadre d'un règlement du conflit indo-pakistanaï en raison des litiges qui l'opposent à la Chine.

- Les élites indiennes ont tenu, tiennent et tiendront une place importante dans le monde (rayonnement intellectuel, importance culturelle) ; la place qu'elles occupent aujourd'hui sur le continent africain (et notamment en Afrique du sud) est d'ores et déjà considérable.

**Rappel des accords de sécurité existants entre les pays de la région et les puissances extérieures. Validité de ces liens à l'issue de la guerre froide.**

**ou**

**Asie du sud: alliances ou oppositions, constantes et évolutions.**

Par le CES BOHINEUST (Terre)

L'Inde se trouve isolée au milieu de 6 pays petits ou moyens, sans compter la Chine, qui possèdent la particularité de n'avoir aucune frontière commune entre eux. Ce sont le Pakistan, le Népal, le Bhoutan, le Bangladesh, les Maldives et le Sri Lanka.

L'Inde est donc doublement le centre de gravité de ce sous-continent. Elle l'est d'une part, par sa position géographique et par sa taille, d'autre part parce qu'elle est le seul trait d'union entre ses voisins.

Les accords de sécurité étant, à proprement parler, quasiment inexistant, nous étudierons plus largement les alliances et mésententes qui caractérisent les pays de cette région entre eux et qui souvent expliquent les relations développées entre ces derniers et les pays extérieurs.

Pour bien comprendre l'évolution des alliances internationales et le positionnement diplomatique des pays de cette région, il paraît tout d'abord nécessaire d'en survoler l'histoire diplomatique pendant la guerre froide.

## **1 De la décolonisation à la guerre froide: alignements et non-alignement**

### **1.1 Des relations régionales conflictuelles**

#### **1.1.1 La situation post-coloniale et le litige frontalier Indo-pakistanaï**

Le Bhoutan est une monarchie constitutionnelle, d'1,5 million habitants. Sur le plan économique il est complètement soutenu par l'Inde, qui en a fait un protectorat de fait.

Le Népal est une monarchie parlementaire, de 22 millions d'habitants, indépendant depuis 1923, qui cherche à équilibrer l'influence indienne en se tournant vers la Chine.

En 1947, La décolonisation précoce de l'Inde, qui se sépare à l'amiable de la Grande Bretagne, débouche sur une partition. Sont donc issus de la décolonisation britannique de 1947, hormis la Birmanie, quatre nouveaux pays.

Le Sri Lanka (Ceylan jusque en 1972) est une démocratie présidentielle de 18 millions d'habitants, qui se veut non alignée.

Les îles Maldives sont une République, de 250.000 h, totalement sous influence indienne.

Le Bangladesh, né en 1971 de la scission du Pakistan (qui, lors de la partition de 1947, regroupait les populations à majorité musulmane) est une démocratie parlementaire de 120 millions d'habitants, complètement dépendante de l'aide internationale.

Enfin, le Pakistan (acronyme de Pendjab, Afghanistan, Kashmir) est une république islamique, semi-présidentielle, de 140 millions d'habitants.

Le Pakistan entretient avec l'Inde un litige frontalier récurrent. Celui-ci est à l'origine de la première guerre indo-pakistanaise de 1947 à 1949, puis de la seconde en 1965-1966 (terminée par une médiation de l'URSS) et enfin de la troisième en 1971. Cette dernière se solda par la victoire de l'Inde et la partition du Pakistan, avec la création du Bangladesh à l'Est. Un an plus tard, en décembre 1972, un "compromis" (l'accord de Simla) est signé sur une ligne de cessez-le-feu au Cachemire. Des tentatives de normalisation des relations ont été entreprises depuis, sans grand succès. En 1988, a notamment lieu la première visite d'un premier ministre indien au Pakistan, et un accord de non-agression envers leurs installations nucléaires respectives est signé.

Ce conflit, apparu dès l'origine, explique en partie, comme nous le verrons plus loin, l'alignement diplomatique des deux géants de la région vis-à-vis des grandes puissances extérieures.

### 1.1.2 L'Inde gendarme du sous-continent

Malgré la défiance qu'elle a toujours plus ou moins inspirée à ses voisins, qui redoutent sa volonté hégémonique, l'Inde se voudrait le gendarme reconnu de cette région. Plusieurs interventions indiennes le montrent:

- en 1987: un accord est conclu entre l'Inde et le Sri Lanka pour l'envoi d'une force de paix indienne, destinée à désarmer les minorités tamoules (1989: retrait de cette force à la demande de Colombo).

- un blocus économique est imposé au Népal (qui est dans une étroite dépendance économique de l'Inde) en réaction à l'achat, par ce dernier, d'armes chinoises.

- en 1990, l'Inde intervient aux Maldives pour prévenir un coup d'Etat.

## **1.2 Le sous-continent dans un monde bipolaire**

### 1.2.1 L'Inde, leader des pays non alignés

L'émancipation précoce de l'Inde incite naturellement celle-ci à être à l'origine du lancement du mouvement des pays non alignés. Après sa participation à la conférence des pays du tiers-monde à Bandung en 1955, l'Inde est présente au premier sommet des non alignés à Belgrade en 1956, Nehru étant aux côtés de Nasser et Tito. De 1983 à 1986, l'Inde assure la présidence d'un mouvement non aligné de plus en plus éclaté et organise en 1983, à New-Delhi, le sommet du mouvement.

### 1.2.2 Le Pakistan, pilier des USA en Asie

Le rapprochement du Pakistan avec les USA intervient dès le début des années 50, le Pakistan trouvant là un soutien pour s'opposer à l'irréducentisme Afghan et les USA cherchant à contrer le communisme en Asie (doctrine du "containment").

En 1954 le Pakistan adhère à l'OTASE (organisation du traité de l'Asie du Sud-Est, dissout en 1977, qui comprend l'Australie, la Grande-Bretagne, la Nouvelle-Zélande, la France, les USA, les Philippines, la Thaïlande, l'Iran et enfin le Pakistan, qui s'en retire en 1973). Le but déclaré de cette organisation est la lutte contre les agressions communistes et la coopération économique et culturelle.

En 1955, le Pakistan devient membre du Pacte de Bagdad (appelé CENTO - central treaty organisation- en 1959) qui comprend l'Irak, la Turquie, le Pakistan, l'Iran et la Grande-Bretagne. Ce pacte implique une coopération dans les domaines de la défense et de l'assistance économique.

**Le 5 mars 1959, dans le cadre du Pacte de Bagdad, un accord de coopération est signé à Téhéran entre les USA et le Pakistan.** Cet accord sert encore de base à la coopération américaine avec le Pakistan.

Enfin, les liens pakistano-américains se renforcent pendant la guerre d'Afghanistan, le Pakistan permettant aux USA de soutenir la guérilla qui s'oppose au pouvoir de Kaboul soutenu par les communistes.

### 1.2.3 L'opposition sino-indienne et l'axe sino-pakistanaï

La contestation des frontières, au Nord-Ouest et à l'Est, par la Chine, est à la source des relations conflictuelles entre cette dernière et l'Inde. Une guerre sino-indienne éclate en 1962 (elle se terminera par un cessez-le-feu unilatéral que la Chine s'impose malgré sa victoire!).

Le Pakistan, en conflit lui aussi avec l'Inde, devient l'allié naturel de la Chine. Ce lien, solide, perdurera sans qu'aucun accord formel soit jamais signé.

### 1.2.4 Les liens indo-soviétiques

Alors que dans les années 60 l'antagonisme sino-soviétique se développe et que la Chine et la Russie courtisent le mouvement des non-alignés, on assiste peu à peu à un rapprochement entre l'Inde et l'URSS. En septembre 1964, l'URSS accorde une aide militaire à l'Inde. En 1966, l'URSS met fin, par sa médiation, au deuxième conflit indo-pakistanaï. **Le 9 août 1971, New Delhi et Moscou concluent un traité d'amitié et de coopération**, juste avant le conflit avec le Pakistan, dissuadant ainsi, avec succès, les USA d'intervenir aux côtés du Pakistan. L'Inde devient alors un élément clé de la stratégie de l'URSS en Asie.

Pour l'URSS, le partenariat avec l'Inde lui permet d'encercler la Chine, lui procure un accès aux mers chaudes et lui apporte un soutien lors de l'invasion de l'Afghanistan par l'armée Rouge en 1979. En contrepartie, l'URSS aide l'Inde à s'armer (excepté dans le domaine nucléaire).

## **2 L'après-guerre froide: fidélités et ouvertures**

### **2.1 Lente ouverture de l'Inde**

#### **2.1.1 La permanence de l'axe indo-russe**

Si le reflux soviétique a fait perdre à l'Inde l'axe prépondérant de sa politique étrangère, le lien indo-russe demeure.

En 1991, le traité d'amitié et d'assistance mutuelle est d'ailleurs renouvelé et en janvier 1993, l'Inde reçoit la visite du Président Russe Eltsine.

#### **2.1.2 Rapprochement avec la Chine et les USA**

En 1991 a lieu la première visite d'un chef de gouvernement chinois en Inde, mais la question frontalière reste conflictuelle.

Parallèlement au réchauffement des relations indo-chinoises, les relations indo-américaines s'améliorent lentement. Au début du mois de décembre 97, les USA ont, dans ce but, effectué une tournée diplomatique en Inde et dans les pays voisins.

#### **2.1.3 Le problème nucléaire reste une pierre d'achoppement**

En 1974, l'Inde effectue son premier essai nucléaire. En septembre 1996, elle refuse de signer (ainsi que le Bhoutan) le traité d'interdiction des essais nucléaires (le CTBT: Comprehensive Test Ban Treaty) adopté par l'Assemblée générale de l'ONU (que, en revanche le Pakistan signe).

### **2.2 Le relatif isolement du Pakistan**

#### **2.2.1 La persistance de l'antagonisme indo-pakistanaï**

En 1994, sous la pression des USA, des pourparlers sur le problème du Cachemire ont lieu entre l'Inde et le Pakistan. Ils continuent à ce jour, mais sans grand succès.

En 1996 le conflit resurgit lors du marché que le Pakistan essaie de conclure concernant l'achat de Mirage 2000-5 français, ce que l'Inde interprète alors comme une menace.

En 1996 le Pakistan menace l'Inde d'une "riposte sérieuse" si celle-ci fait un essai nucléaire.

En 1997, une tentative de conciliation est lancée. Le Pakistan fait une proposition de négociation sur un traité de non-agression entre les deux pays.

Plus récemment, le dernier premier ministre indien, originaire du Pakistan, a cherché à développer de bonnes relations avec le Pakistan.

Cependant, malgré ces quelques tentatives de rapprochement entre les deux pays, les relations diplomatiques restent très tendues.

## 2.2.2 Le nouveau problème afghan

Depuis le retrait des soviétiques d'Afghanistan et depuis la disparition de l'URSS, l'intérêt stratégique que représente l'Afghanistan pour les USA a changé de nature. D'une part, les USA, ainsi que New Delhi, redoutent le fondamentalisme des Talibans arrivés au pouvoir à Kaboul, avec la bénédiction du Pakistan. D'autre part, l'attitude des américains est ambiguë. Ceux-ci veulent en effet pouvoir conserver, par l'intermédiaire de l'Afghanistan, une capacité d'action face aux enjeux que représente l'exploitation du pétrole dans les républiques musulmanes d'Asie centrale. Pour ce faire, ils ont sans doute soutenu dans un premier temps l'avancée des Talibans, avant de s'en distancer récemment.

## 2.2.3 La Chine, partenaire de toujours et les USA, considérés comme moins fiables

Les USA ne sont pas considérés par Islamabad comme un allié inconditionnel et totalement sûr. On peut rappeler l'épisode de la livraison de 28 F16 bloquée par "l'amendement Pressler" du Congrès américain qui soumet la livraison d'armes à l'arrêt du développement nucléaire pakistanais. Cet épisode n'a fait que renforcer les craintes pakistanaises de ne pas être soutenu par les USA.

En ce qui concerne l'allié historique Chinois, bien qu'il inspire au Pakistan une plus grande confiance, il ne peut plus, lui non plus, être considéré comme indéfectible, car:

- la Chine effectue un lent rapprochement vers l'Inde,
- la Chine, dont une région frontalière à majorité musulmane est revendiquée par le Kazakhstan, pourrait difficilement soutenir un sécessionnisme musulman propakistanaï en Inde,
- il n'existe en fait aucun accord formel de sécurité entre les deux pays.

### **Conclusion :**

Il existe finalement très peu d'accords formels de sécurité entre les pays de l'Asie méridionale et des pays extérieurs.

La question nucléaire reste une pierre d'achoppement, et un problème central pour les relations diplomatiques, tant du Pakistan que de l'Inde.

On assiste à un net isolement du Pakistan dont l'importance stratégique pour ses alliés a considérablement diminué.

L'Inde, enfin, demeure encore diplomatiquement assez isolée et les liens entre New-Delhi et Moscou ont certainement perdu de leur consistance, l'accord de 1971 prorogé en 1991 n'ayant d'ailleurs pas été renouvelé dans son intégralité.

## Le comportement des pays d'Asie du Sud lors de la guerre du Golfe

Par le LCL PUJO-SAUSSET (Air)

### 1 Rappel des alliances des pays d'Asie du Sud au moment de la crise du Golfe

- **INDE** : alliée de l'Inde depuis de nombreuses années, l'URSS est en proie à de graves difficultés internes et n'est plus en mesure d'apporter une aide conséquente, comme par le passé.
- **PAKISTAN** : la Chine et les Etats-Unis sont les alliés du Pakistan. Cependant, avec le retrait de l'URSS d'Afghanistan intervenu quelques mois plus tôt, les Etats-Unis ne trouvent plus assez de raisons à un appui massif du Pakistan. Aussi, comme justification de leur retrait, revient sur le devant de la scène la question du nucléaire sur lequel avait été jeté un voile pudique jusque là.

### 2 Rappel des origines du conflit du Golfe

Cinq origines peuvent être dégagées :

- contentieux frontalier entre l'Irak et le Koweït, remontant à l'indépendance de ce dernier.
- l'Irak accuse le Koweït de dumping pétrolier.
- l'Irak a besoin de finances après la guerre qui l'a opposé à l'Iran et voit en Koweït un véritable coffre-fort.
- l'Irak cherche un débouché sur le Golfe pour un port en eau profonde.
- Saddam Hussein ne prend pas suffisamment en compte la situation de l'après guerre froide et sous-estime la détermination des Etats-Unis vis à vis de ses intérêts dans la région.

L'Irak envahit le Koweït le 2 août 1990 et est aussitôt condamné par la résolution 660 du Conseil de Sécurité de l'ONU.

Dernier élément pour expliquer la montée en puissance de la crise vers le conflit : la politique de défi de S. Hussein vis à vis des Etats-Unis qui se pose comme le champion des pays du Sud et celui du monde musulman (appel à la guerre sainte visant à rendre l'honneur aux musulmans). C'est un élément important pour étudier la réaction de nombreux pays et notamment de ceux de l'Asie du Sud.

### 3 Positionnement des pays d'Asie du Sud pendant la guerre du Golfe

#### 3.1 Pakistan

Le Pakistan est très lié à l'Arabie Saoudite, considérée comme le leader économique et spirituel du Golfe Persique et avec laquelle il partage, entre autres, un même souci : rechercher la protection des Etats-Unis tout en ne paraissant pas devenir leur allié voire un de leurs pions. Il entretient avec l'Arabie Saoudite des liens très solides en termes politique et militaire (accord de 1967 de coopération et de défense).

En conséquence, la position officielle dès le début de la crise est simple : envoi de 10000 hommes pour protéger les Lieux Saints en Arabie Saoudite (sans participer à des opérations offensives). Mais, en fait, le choix devait se faire entre deux solidarités islamiques. Le gouvernement choisit naturellement de s'engager aux côtés de l'Arabie Saoudite, mais la rue, elle, prend fait et cause pour S. Hussein. Cette dualité va générer une grave crise interne.

Le Pakistan est, en effet, le théâtre d'une forte poussée d'anti-américanisme et de ferveur religieuse, S. Hussein devenant le symbole de la fierté musulmane. Le gouvernement doit ainsi faire face à une très forte pression populaire.

Jusque là considérés comme modérés, les pakistanais semblent vider leur sac en déversant leurs rancoeurs envers les Etats-Unis dont les dollars et les bons sentiments se sont pourtant répandus pendant de nombreuses années. Cet anti-américanisme, qui était latent bien que paradoxal, s'amplifie considérablement à l'annonce du retrait américain du pays, manifesté en octobre 1990 en prétextant les tentatives pakistanaises de mise sur pied d'un armement nucléaire.

C'est donc sur ce terreau qu'est semée la graine de la haine religieuse avec les appels à la guerre sainte lancés par S. Hussein. Pourtant les pakistanais n'aiment pas l'Irak, estimant que cette dernière ne leur a jamais rien donné, Ryad étant le principal allié. Mais, considérant S. Hussein comme le nouveau Saladin, capable d'oser défier le complexe américano-sioniste, le peuple balaye ses préventions ainsi que les subtilités diplomatiques du gouvernement et manifeste tous les jours massivement et violemment dans les grandes villes. Même les formations politiques musulmanes sont dépassées par la surenchère islamique de la masse qui n'éprouve aucun sentiment de reconnaissance à l'égard de la monarchie saoudienne. Les travailleurs émigrés ont eu trop souvent l'impression en effet d'être considérés comme des esclaves des barons du pétrole.

L'armée ne cache pas qu'elle se trouve dans un terrible dilemme : le gouvernement a pris la décision de s'engager aux côtés de l'Arabie Saoudite mais elle peut difficilement ignorer la « rue ». Le CEMA dénonce même « la férocité avec laquelle le peuple irakien est puni ». Il va jusqu'à estimer que l'Irak a été encouragé à envahir le Koweït afin de déclencher la guerre, le plan visant à neutraliser les pays musulmans en provoquant des divisions et des combats entre eux.

Le Premier Ministre, qui voit des lézardes se creuser au sein de sa propre coalition, est dans une position difficile et se borne à rappeler que ses troupes ne sont pas sous commandement américain et n'ont aucun rôle actif. Cependant, soucieux de conserver les bonnes relations avec Ryad, il prend des mesures pour atténuer la violence de la campagne contre l'Arabie Saoudite.

Une étincelle, notamment l'entrée en guerre d'Israël, obligerait le gouvernement à faire taire ses principes pour éviter d'être balayé par un coup d'Etat.

Les Etats-Unis décident de faire quitter le pays à leurs ressortissants.

Conséquences économiques immédiates de la crise du Golfe :

- un coup sévère pour l'économie en raison du choc pétrolier (obligation d'acheter le pétrole au prix fort alors que le Koweït offrait sa production à prix réduit).
- les envois de fonds des 500 000 pakistanais travaillant dans le golfe se tarissent.
- le retour des expatriés pose d'énormes problèmes logistiques.

### **3.2 Inde**

L'attitude de l'Inde pendant la crise du Golfe est très réservée. Elle s'est pliée aux décisions du Conseil de Sécurité mais ne s'implique pas sur le plan militaire et très peu sur le plan diplomatique. L'Inde est très déstabilisée par la déliquescence de l'URSS, son allié indéfectible.

Elle est confrontée à la crise, tant en raison de ses très nombreux ressortissants en Irak et au Koweït que par sa dépendance pétrolière vis à vis de ces deux pays d'où provient 40 % de sa consommation. Elle essaie de jouer en souplesse sur le plan diplomatique pour obtenir de l'Irak de laisser partir l'importante communauté indienne. La décision est pourtant très difficile à obtenir de ce pays ami (allié aussi à l'URSS) qui estime qu'en s'associant aux décisions de l'ONU à son encontre, l'Inde s'est désolidarisée d'elle. L'Inde est donc très embarrassée et fait montre d'une extrême prudence dans ses déclarations officielles. Le Premier Ministre se contente de déclarer qu'il lui faut agir avec tact dans cette situation aussi complexe.

Ménageant la chèvre et le chou, consciente que l'URSS n'est plus un allié sûr et que les Etats-Unis pourraient à terme leur apporter l'aide dont elle a tant besoin, l'Inde navigue à vue, très prudemment tout au long de la crise.

Elle essaie bien de redorer son blason au déclenchement des opérations militaires en adoptant une attitude plus volontaire sur le plan diplomatique, mais c'est en fait à usage « domestique » car le gouvernement fait l'objet de vives critiques de l'opposition. Celle-ci indique notamment qu'en sa qualité de leader du mouvement des non-alignés, l'Inde a perdu l'initiative. Ce mouvement sortira effectivement très affaibli de la crise du Golfe.

R. Gandhi, leader du parti du Congrès, membre de la coalition gouvernementale, se montre lui aussi très sévère en estimant que les intérêts de l'Inde sont négligés et que celle-ci est réduite au rang de « spectateur infortuné ». Il se prononce pour l'arrêt immédiat des bombardements en Irak, estimant que celui-ci est utilisé comme terrain d'essai pour une nouvelle technologie d'armements. Il indique par ailleurs que le gouvernement a pris position en faveur des forces alliées, rompant avec l'attitude de neutralité d'un non-aligné, notamment à propos de l'« affaire du ravitaillement des avions américains ». En effet, le gouvernement a autorisé le ravitaillement sur son sol d'avions américains en direction du Golfe. Cette affaire déclenche une grave crise politique qui sera seulement solutionnée par l'interdiction de cette faveur faite aux Etats-Unis.

Par ailleurs, l'Inde est inquiète de l'envoi de troupes pakistanaïses en Arabie Saoudite pensant que son voisin essaie de se ménager les bonnes grâces des Etats-Unis alors que ces derniers sont en train de se désengager. En effet, l'année

1990 est extrêmement tendue entre l'Inde et le Pakistan, pratiquement au bord de l'affrontement à propos du Cachemire.

Quant à la population, elle réagit relativement calmement. Alors qu'ils forment la troisième communauté musulmane du monde (après l'Indonésie et le Pakistan), les musulmans indiens adoptent une attitude modérée et discrète. La fièvre n'a jamais atteint celle des pays musulmans voisins même si des manifestations ont bien lieu dans les grandes villes.

En fait, pour des raisons historiques et conjoncturelles, les adeptes de l'islam en Inde préfèrent ne pas trop faire parler d'eux pour ne pas exciter la haine des hindous. Ils sentent que cette affaire du Golfe peut se retourner contre eux s'ils réagissent.

### **3.3 Bangladesh**

Le Bangladesh prend la décision de participer à la coalition anti-irakienne en envoyant un contingent de 2000 hommes (en défense uniquement) en Arabie Saoudite ce qui mécontente profondément la population. Alors que le gouvernement veut rester en bons termes avec les producteurs de pétrole, le peuple prend fait et cause pour S. Hussein. De très nombreuses manifestations ont lieu dans tout le pays.

Les émigrés bangladais, parmi les plus pauvres, sont les premières victimes de la crise. Ils se retrouvent marginalisés et très peu aidés par leur gouvernement, à l'inverse des Pakistanais et des Indiens. La Turquie, envahie de ressortissants bangladais, demande même l'aide de l'ONU et de la CEE pour organiser un pont aérien entre son territoire et le Bangladesh.

### **3.4 Sri-Lanka**

Colombo fait savoir qu'il est trop petit et trop pauvre pour se solidariser avec les sanctions de l'ONU. Il entend continuer, si possible, à commercer avec l'Irak avec lequel il entretient d'excellentes relations. Il subira, lui aussi, le poids économique de la crise (pétrole, travailleurs émigrés).

## **4 Les conséquences de la crise du Golfe**

En Asie du Sud, les conséquences de la crise du Golfe s'ajoutent à celles de la détente américano-soviétique puis à celles de l'effondrement de l'URSS.

Les Etats-Unis se désengagent du Pakistan qui ne sert plus de pion du « containment » face à l'URSS qui a quitté l'Afghanistan. De plus la crise a révélé l'anti-américanisme profond des Pakistanais alimenté par les petits partis religieux.

L'URSS a laissé un vide et d'ailleurs la déception de l'Inde rejoint celle de nombreux pays du tiers-monde pour qui l'URSS a abdiqué ses responsabilités pendant la crise du Golfe. Les diplomates indiens s'intéressent d'ailleurs à la similitude entre le traité de coopération irako-soviétique et leur propre traité les liant à l'URSS.

La Guerre du Golfe a permis à Washington de tester la volonté de coopération de l'Inde. Un rapprochement entre les deux pays a commencé à s'opérer pendant la crise, même si cela a été l'occasion de vifs affrontements politiques en Inde, notamment sur l'affaire des ravitaillements d'avions américains. Un rapprochement plus important avec les Etats-Unis paraît inéluctable ; « les Etats-Unis ne regardent plus l'Inde à travers les verres fumés de la guerre froide ».

Par ailleurs, tous les pays de la région ont pu faire l'analyse suivante : la révélation de la menace nucléaire présentée par l'Irak « matée » par les Etats-Unis montre que ces derniers ne supportent pas le moindre défi à leur suprématie stratégique.

Autre enseignement pour les pays de la région, et surtout pour l'Inde : son équipement militaire (d'origine russe, comme en Irak) n'est plus adapté aux guerres « nouvelles ».

Enfin, et c'est la conséquence la plus importante pour les pays d'Asie du Sud, le non-alignement est devenu inopérant, sans doute du fait du comportement par trop timoré de l'Inde, son principal leader.

## Etude dirigée de géopolitique sur le monde indien : deuxième séance

### Enjeux et conflits potentiels

Par le CDT TEILLET (Air)

La séance a débuté par l'intervention du Colonel Njikam qui a développé le premier sujet reformulé de la façon suivante : *"La question énergétique constitue-t-elle un enjeu stratégique en Asie Méridionale ?"*

Ce sujet est repris dans son intégralité en annexe.

Les précisions qui suivent ont été apportées par Monsieur d'Andurain.

Dans le cadre de la politique d'autosuffisance énergétique menée par Nehru, le charbon avait en Inde une importance supérieure à celle du pétrole. Ce n'est que depuis ces dernières années que la prospection pétrolière est devenue une priorité.

Les principaux obstacles qui ont freiné l'exploitation des hydrocarbures dans cette région du monde sont de deux natures :

- L'Inde dispose de réserves de pétrole offshore qu'il est difficile d'exploiter pour des raisons technologiques.
- L'Est du pays est instable sur le plan politique. La situation quasi insurrectionnelle gêne considérablement les prospections de pétrole et de gaz.

En 1995, l'Inde espérait une production annuelle de 40 millions de tonnes de pétrole à partir de l'an 2000. On sait aujourd'hui qu'elle n'atteindra pas cet objectif, de même qu'elle n'atteindra pas celui qu'elle s'était fixé, d'augmenter de près de 15% sa production d'électricité pour 1998. Elle devra se contenter du chiffre beaucoup plus modeste de 6%.

Le problème de l'approvisionnement énergétique pour l'Inde est directement lié à l'absence de coopération régionale. Les Indiens sont convaincus qu'ils ne pourront pas, dans ce domaine, faire face à leurs besoins. Depuis un an environ, des rencontres multilatérales permettent d'espérer, malgré les résistances nationalistes, qu'une solution sera trouvée. Cette solution passe bien sûr par un accord avec le Pakistan, pays par lequel devra obligatoirement transiter le pétrole à destination de l'Inde.

Les Etats de la région pourraient s'orienter vers un accord qui leur assurerait une plus grande stabilité sur le plan politique, comme cela fut le cas en Europe en 1951, lorsque fut signé à Paris le traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

Pour en arriver là, l'Inde devra convaincre ses partenaires qu'elle ne sera pas la seule à profiter de la création d'un organisme supranational.

Des accords bilatéraux ont déjà été signés entre l'Inde et des pays de la région. Ce fut le cas, par exemple dans les années 60, avec le Pakistan, à propos d'un traité sur l'utilisation des eaux de l'Indus. Cet accord fut réalisé sous la pression de la

Banque Mondiale qui permet en retour de financer les travaux d'irrigation dans ces deux pays. Plus récemment, un traité fut signé entre l'Inde et le Bangladesh afin de réglementer l'utilisation de l'eau du Gange. Cette signature survint à la surprise générale, ce qui tend à démontrer la prise de conscience des pays de l'Asie Méridionale, à trouver des solutions à leurs problèmes économiques.

La seconde partie de cette étude dirigée débute par l'exposé du Capitaine de Frégate Scherer qui aborde le thème suivant : *"L'Inde, le Pakistan et la Chine... et la question nucléaire."*

Cet exposé figure en annexe.

Il a fait l'objet des commentaires suivants de la part de Monsieur d'Andurain :

- La mort de Nehru en 1964 accéléra le lancement du programme nucléaire indien.
- Le programme de missiles indiens "AGNI", développé contre le Pakistan, est interrompu tant les problèmes technologiques à résoudre sont ardues.
- Il est possible que les Pakistanais aient réalisé un essai nucléaire sur le sol chinois.
- Il existe une connivence non théorisée entre Indiens et Pakistanais sur la question du nucléaire. Comme du temps de la "guerre froide" entre les "deux grands" ces nations règlent leurs différends par un conflit de « basse intensité ». C'est le Cachemire qui leur sert aujourd'hui d'exutoire.
- Compte tenu des vents dominants et de la géographie, les risques de retombées nucléaires sur l'Inde en cas de tir sur un objectif pakistanais sont considérables.
- Au Pakistan, les militaires disposent de la clé nucléaire alors qu'en Inde, ce sont les autorités civiles. Dans les deux cas, cette lourde responsabilité est heureusement laissée à l'entité la plus stable.

Avant de terminer cette deuxième séance, Monsieur d'Andurain a tenu à apporter quelques éclaircissements sur le Cachemire ainsi que sur la montée de ce qu'il a appelé les nouvelles menaces.

### **Le Cachemire.**

Le Cachemire acquit son indépendance en 1947. C'est alors un petit royaume dont la population, majoritairement musulmane, est dirigée par un maharaja hindou. Selon les Pakistanais, les Anglais ont tracé la frontière en faisant le jeu des Indiens. Au cours de cette même année, l'Inde demande au maharaja de lui porter allégeance. Il le fait après avoir longuement hésité. Il s'ensuit un premier conflit avec le Pakistan en 1948. Chose curieuse, les deux armées en guerre sont alors sous contrôle britannique. Ce conflit fut court et aucune solution au différent frontalier ne fut trouvée. A Islamabad, on parle alors de "partition inachevée."

A partir de 1948, on entre dans une phase de conflit larvé. Nerhu, comme sa fille Indira Gandhi est originaire du Cachemire. On dit qu'il aurait envisagé un règlement du conflit par une révision du tracé des frontières.

Le Cachemire est aujourd'hui un pays riche, peuplé de 8 millions d'habitants. C'est un état multiculturel, considéré par l'Inde comme un paradis sur terre. C'est de plus, une zone stratégique située au confluent de quatre puissances nucléaires ou "du seuil" et placée - dans la partie « contrôlée par l'Inde » - sous la coupe de l'armée indienne, dont le moins que l'on puisse dire, est qu'elle n'est pas formée aux missions de maintien de l'ordre.

Si l'Inde peut se passer du Cachemire pour vivre, il n'en va pas de même pour le Pakistan qui considère ce problème comme vital, depuis le jour même de sa création.

Ce n'est que depuis 1990 que la rébellion, telle qu'on la connaît aujourd'hui, s'est réveillée au Cachemire. Cela correspond au désengagement soviétique de l'Afghanistan qui a libéré de nombreux guerilleros en mal de combat.

La seule solution qui paraît actuellement envisageable, passe par une partition du pays sur une ligne correspondant à la ligne de cessez-le-feu. Pour qu'une telle solution soit acceptée par les différentes parties, il faudra probablement attendre que la génération ayant connu la situation « d'avant 1947 » se soit définitivement retirée des affaires.

### **Les nouvelles menaces.**

Le développement du commerce mondial s'est accompagné, dans les pays de l'Asie du Sud, d'une recrudescence des mafias ainsi que du crime organisé.

Sur la côte ouest de l'Inde, le triangle constitué par Dubaï, Karachi et Bombay a de tout temps été une zone de contrebande. L'afflux d'armes qui accompagne dans la région, le conflit en Afghanistan entraîna une augmentation particulièrement préoccupante de leur trafic. Ce dernier est également alimenté par le Myanmar (ex-Birmanie) et le sud de la Chine.

Parallèlement au commerce incontrôlé des armes on assiste depuis quelques années à une importante recrudescence du trafic de drogue.

Le SIDA est cité régulièrement par la presse américaine comme une nouvelle menace dans cette partie du monde.

Et comme si cela ne suffisait pas on assiste également à une résurgence du terrorisme. L'attentat meurtrier de Bombay fut, en effet, commandité par le Pakistan via la mafia musulmane de Dubaï.

La poursuite du développement des pays de l'Asie méridionale passe aussi par la façon dont seront résolus ces problèmes.

## **L'énergie constitue-t-elle un enjeu stratégique en Asie Méridionale?**

Par le COL N'JIKAM (Armée de terre camerounaise)

Nous avons vu à la première séance d'étude dirigée de géopolitique la présentation du « Monde Indien », appelé aussi « Sous-continent Indien », « Asie du Sud » ou « Asie Méridionale ». Qu'on l'appelle par un nom ou un autre, il est évident que l'influence de l'histoire de l'Inde, de sa culture et de son économie est prépondérante dans cette région. L'Inde dont la superficie est six fois celle de la France et dix-huit fois plus peuplée réclame le leadership dans le sous-continent et un statut de grande puissance comme son grand voisin la Chine. Ses relations avec ses nombreux pays limitrophes sont plus ou moins controversées. Longtemps repliée sur elle-même et privilégiant ses relations avec l'ex-URSS, l'Inde s'ouvre de plus en plus vers l'extérieur et surtout vers l'Occident. En effet, depuis la fin de la guerre froide, ses portes ont été ouvertes aux investisseurs occidentaux et elle a obtenu des prêts du FMI. Son économie a amorcé progressivement une courbe ascendante. Les pays limitrophes, le Pakistan, le Bangladesh, le Népal, le Sri-Lanka sont également sur les programmes de relance économique.

On constate que l'Asie Méridionale, malgré ce réveil économique, est en retard par rapport aux pays de l'Asie du sud-est. C'est une région encore pauvre. Parmi les produits qui y manquent le plus, il y a les ressources énergétiques dont les quantités exploitées ou en réserve sont en dessous des besoins. Or les ressources énergétiques sont indispensables au développement économique et au développement de l'arsenal de guerre dans une région caractérisée par des relations conflictuelles entre Etats.

Nous allons recenser les principales sources d'énergie de la région, voir les productions par pays et en tirer l'enjeu stratégique.

### **1 Sources d'énergie importantes de la région**

- Le pétrole
- Le charbon
- Le gaz naturel
- L'énergie nucléaire
- L'énergie hydroélectrique.

### **2 Production d'énergie par pays**

#### **2.1 L'Inde.**

Le charbon occupe encore la première place parmi les ressources énergétiques de l'Inde. Mais les hydrocarbures jouent un rôle croissant dans son économie énergétique. Ils couvrent cinquante pour cent en énergie commerciale. En effet, l'Inde a payé environ trois milliards de dollars supplémentaires de facture pétrolière à cause de l'arrêt de la livraison en provenance de l'Irak et du Koweït pendant la guerre du Golfe. Ceci l'a amené à réduire ses consommations tant dans le secteur économique que public.

Le programme d'exploitation des champs pétrolifères existants et l'exploration des nouvelles zones reste prioritaire. Des appels d'offre internationaux ont été lancés.

Toutefois, bien que la production de pétrole et de gaz ait augmenté, elle ne parvient pas à suffire aux besoins du pays qui continuent à croître. Les besoins pour l'an 2000 sont estimés à 120 millions de tonnes alors que la consommation de 1990 n'était que de 50 millions de tonnes

L'Inde produit aussi de l'énergie nucléaire sur la base d'un programme amorcé en 1964. Elle produit également de l'énergie hydroélectrique et des barrages importants sont recensés surtout dans la partie nord-est.

## **2.2 Le Pakistan**

Le Pakistan produisait en 1994 17,3 milliard de mètres cube de gaz naturel, environ trois millions de tonnes de pétrole et trois millions de tonnes de charbon. Il produit également de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques et militaires.

## **2.3 Le Bangladesh**

Il exploite 7 milliards de mètres cube de gaz naturel de très bonne qualité

## **2.4 Le Népal et le Sri-Lanka**

Ces deux petits pays ne produisent que de l'énergie hydroélectrique qu'ils vendent à l'Inde.

## **2.5 L'Afghanistan**

Il produit du gaz naturel et du pétrole mais en dessous de ses besoins de consommation. L'Afghanistan pourrait devenir un important pays de transit des réserves énergétiques d'Asie Centrale.

## **3 Enjeu stratégique**

L'Inde a besoin de développer et de moderniser ses ressources énergétiques pour atteindre ses objectifs économiques de l'an 2000, à savoir satisfaire localement 70% de ses besoins en produits manufacturés et en importer seulement 30%.

La production locale de l'énergie est loin de satisfaire les besoins. C'est pourquoi des programmes d'exploitation et de nouvelles explorations ont été lancés et les marchés ouverts aux investisseurs occidentaux dans tous les pays importants de la région. L'énergie constitue ainsi un enjeu stratégique en Asie Méridionale.

Toutefois, une coopération entre tous les pays de ce sous-continent pour développer une politique commune d'énergie semble être la meilleure voie vers la paix et le progrès économique. L'Inde y a un rôle déterminant à jouer.

## L'Inde, le Pakistan et la Chine... et la question nucléaire.

Par le CF SCHERER (Marine)

### **1 Programmes nucléaires**

#### **1.1 Programme chinois**

La première explosion nucléaire chinoise date de 1964 (bombe A). La première bombe H chinoise a explosé en 1967.

La Chine disposerait de 425 têtes nucléaires, dont 110 emportées par des missiles sol-sol et 24 lancées par des missiles MSBS.

#### **1.2 Programme indien**

L'Inde a une importante infrastructure nucléaire sur laquelle reposent ses activités civiles. Cette capacité lui a procuré naturellement tous les ingénieurs nécessaires à son programme d'armement. Le pays a cependant profité de facilités occidentales limitées.

L'Inde a lancé son programme nucléaire en 1964, après la première explosion chinoise, et a procédé à une première explosion pacifique (recherche pétrolière, grands travaux ?) souterraine le 18 mai 1974 (bombe A), à une époque où ce type d'expérimentation était réputé avoir de nombreuses applications civiles.

Selon les sources, l'Inde disposerait de 70 à 100 charges nucléaires, et de stocks de plutonium suffisants pour constituer de 60 à 200 charges assemblables dans de brefs délais.

L'Inde dispose également de vecteurs, en particulier de missiles balistiques. Elle a conçu deux missiles sol-sol, Prithvi et Agni. Le missile à courte portée Prithvi existe en deux versions, l'une de 150 km de portée avec une charge de 1000 kg et l'autre, destinée à l'armée de l'air, prévue pour emporter 500 kg à 250 km. Il peut emporter une charge nucléaire. L'Agni, de plus longue portée (1500 km avec une charge de 1000 kg) a été testé en vol à trois reprises entre 1989 et 1994 et conserverait son statut de « démonstrateur de technologie ». L'Inde n'aurait vraisemblablement pas autant investi dans un missile s'il n'était destiné à l'emport d'une charge nucléaire.

#### **1.3 Programme pakistanais**

Le point de départ du programme nucléaire pakistanais spécifiquement militaire se situe en 1972.

La politique d'Islamabad a tout d'abord cherché à assurer la crédibilité de sa dissuasion (depuis 1987), puis une certaine légitimation de son arsenal (depuis 1991). Ces objectifs ont largement été atteints : il existe une dissuasion nucléaire tacite entre l'Inde et le Pakistan depuis 1988. Au préalable, Rajiv Gandhi aurait songé à attaquer préventivement le Pakistan sur le point d'être nucléaire en 1987.

Aidé par la Chine, en particulier pour la construction du réacteur et du centre d'étude de Khushab et l'équipement du centre d'enrichissement de Kahuta, le pays a acquis en 1987 des capacités considérées comme adéquates par ses dirigeants aux fins de la dissuasion nucléaire. Néanmoins, le Pakistan ne dispose pas d'une assise technologique suffisante pour se doter d'un arsenal nucléaire de grande ampleur : les coûts économiques, mais aussi politiques et militaires, en seraient bien trop élevés.

Un officiel pakistanais a indiqué que la production d'uranium fortement enrichi de Kahuta a cessé en 1989, ce qui indique que le Pakistan considérait avoir atteint une capacité de dissuasion minimale. Le secrétaire d'Etat pakistanais aux affaires étrangères a annoncé en février 1992 que le pays possédait les composants d'au moins une arme atomique. Ses dires ont été confirmées en 1994 par Nawaz Sharif, futur premier ministre, qui a affirmé que le Pakistan disposait d'armes nucléaires. Selon différents officiels américains, le Pakistan serait en mesure d'assembler des armements nucléaires dans de brefs délais et la plupart des experts s'accordent sur un total de 6 à 12 bombes pakistanaises. Ces estimations sont indirectement confirmées par la suspension en octobre 1990 de l'assistance économique et militaire américaine au Pakistan (amendement Pressler), depuis que la Maison-Blanche se refuse à certifier au Congrès, en préalable à tout contrat en particulier d'armement, que ce pays ne dispose pas d'armes nucléaires. Les tentatives de l'administration Clinton de circonvier la législation américaine de non-prolifération en fournissant tout de même des armements classiques au Pakistan (amendement Brown) ont été estimées dangereuses par le Congrès qui estime qu'elles reviendraient à légitimer son statut nucléaire.

On peut penser que les Pakistanais chercheront à compléter leur filière uranium par la voie du plutonium produit dans le réacteur de Khushab. Les contraintes techniques, financières et politiques pourraient cependant avoir contraint le Pakistan à geler sa capacité nucléaire et son programme clandestin. Cependant, l'aide chinoise se poursuit par la fourniture de dispositifs nécessaires au procédé d'enrichissement, en violation avec le TNP.

Le Pakistan dispose d'une panoplie de missiles balistiques qui comprennent le Hatf-2 (300 km de portée), les M-11 chinois (400 km de portée avec une charge de 800 kg), ainsi qu'une quantité inconnue de missiles d'origine soviétique obtenus en Afghanistan après la chute du régime de Najibullah.

Face à l'adversaire commun, Pékin a donc assisté le Pakistan dans la conception de son armement nucléaire et lui a fourni des missiles susceptibles d'emporter des charges nucléaires.

## **2 Motivations de la constitution d'un potentiel nucléaire**

### ***2.1 Motivations indiennes***

L'Inde a souhaité disposer d'un arsenal cohérent, lui apportant un grand prestige politique, et lui permettant de s'affirmer comme la puissance régionale. Elle a acquis des forces nucléaires qu'elle estime minimales (ni trop, ni trop peu).

Les spécialistes sont souvent frappés par la modestie des analyses stratégiques effectuées par l'Inde. Cependant, si l'Inde n'a pas de doctrine affichée, sa politique nucléaire est essentiellement tournée vers la Chine.

Aujourd'hui comme hier, l'Inde entend posséder une capacité nucléaire de façon à dissuader la Chine qui lui est supérieure tant dans le domaine nucléaire que conventionnel. Le fait même de n'avoir guère de certitudes sur le programme indien pousse la Chine à adopter une attitude prudente à son égard. Dès lors, il n'y aurait aucun bénéfice pour l'Inde de jouer la carte de la nucléarisation ouverte. Mais une faiblesse apparaît aujourd'hui dans l'attitude indienne : la modernisation de l'arsenal chinois se poursuit encore aujourd'hui, or les faiblesses techniques et numériques imposent à l'Inde de demeurer dans un cadre nucléaire relativement modeste (elle ne pourra jamais rivaliser avec la Chine), d'autant plus qu'elle continue à tenir un discours officiel favorable au désarmement nucléaire total. L'Inde maintient en effet une politique d'ambiguïté stratégique : elle a choisi l'option nucléaire tout en embrassant la cause du désarmement nucléaire.

La doctrine nucléaire de l'Inde ne doit pas oublier le Pakistan. Elle allie donc plusieurs éléments : du faible au fort avec la Chine et à l'égard des grandes puissances nucléaires tierces, du fort au faible avec le Pakistan.

## **2.2 Motivations pakistanaises**

Le Pakistan s'est inquiété de la supériorité numérique et en armements classiques et de la capacité nucléaire de l'Inde, ce qui l'a poussé à entreprendre un programme nucléaire national. Pour le Pakistan, le nucléaire tend en fait à représenter un facteur de stabilité dans la région dans la mesure où le pays n'est pas guidé par l'impératif d'établir l'équilibre des forces conventionnelles avec l'Inde. Le statut actuel de ses capacités nucléaires et balistiques limitées a offert à Islamabad, de son point de vue, l'occasion de rationaliser sa doctrine stratégique : la dissuasion pakistanaise envers l'Inde s'applique du faible au fort. Le programme nucléaire pakistanaise a très tôt inquiété son voisin : en 1984, l'Inde aurait envisagé de bombarder le réacteur de Khushab.

L'arme nucléaire pakistanaise peut constituer pour certains le début d'un arsenal stratégique musulman. D'ailleurs, après la première explosion indienne, Ali Bhutto faisait le constat que toutes les grandes civilisations possédaient la bombe, sauf l'Islam... Le Pakistan semble avoir été soutenu dans ce projet par la Libye et l'Arabie Saoudite. La thèse de la « bombe islamique » n'est plus évoquée aujourd'hui par le Pakistan - ni à propos du Pakistan.

## **3 Accords internationaux**

TNP (Traité de non-prolifération nucléaire) :

Il a été signé le 1<sup>er</sup> juillet 1968, est entré en vigueur en 1970 et a été reconduit pour une durée illimitée le 11 mai 1995. Ses deux principaux articles sont :

### **Article premier**

Tout Etat doté d'armes nucléaires qui est Partie au traité s'engage à ne transférer à qui que ce soit, ni directement ni indirectement, des armes nucléaires ou autres dispositifs nucléaires

explosifs, ou le contrôle de telles armes ou de tels dispositifs explosifs; et à n'aider, n'encourager ni inciter d'aucune façon un Etat non doté d'armes nucléaires, quel qu'il soit, à fabriquer ou acquérir de quelque autre manière des armes nucléaires ou autres dispositifs nucléaires explosifs, ou le contrôle de telles armes ou de tels dispositifs explosifs.

## **Article II**

Tout Etat non doté d'armes nucléaires qui est Partie au traité s'engage à n'accepter de qui que ce soit, ni directement ni indirectement, le transfert d'armes nucléaires ou autres dispositifs nucléaires ou du contrôle de telles armes ou de tels dispositifs explosifs; à ne fabriquer ni acquérir de quelque autre manière des armes nucléaires ou autres dispositifs nucléaires explosifs; et à ne rechercher ni recevoir une aide quelconque pour la fabrication d'armes nucléaires ou d'autres dispositifs nucléaires explosifs.

Pour le TNP, un Etat doté d'armes nucléaires est un Etat qui a fabriqué et a fait exploser une arme nucléaire ou un autre dispositif nucléaire explosif avant le 1er janvier 1967. L'Inde et le Pakistan sont donc des ENDAN (Etats non détenteurs de l'arme nucléaire). La Chine a adhéré au TNP en 1992 et s'est engagée à ne pas recourir à l'arme atomique contre des ENDAN. Dans le cadre des négociations de prorogation du TNP, les Etats-Unis, la Russie, la Grande-Bretagne et la France ont quant à eux affirmé qu'ils n'entendaient pas utiliser des armes nucléaires contre des Etats non nucléaires parties au traité sauf en cas d'invasion ou de toute sorte d'attaque sur le territoire, envers les forces armées ou leurs alliés, qui serait le fait d'un pays non nucléaire en association ou en alliance avec un pays nucléaire.

**CTBT (Comprehensive Test Ban Treaty) :**

Engagée depuis 1963 dans différents forums et au sein de la Conférence du Désarmement depuis 1982, la négociation de l'interdiction complète des essais nucléaires s'est fortement accélérée dès 1995 avec la prorogation du TNP. Pour satisfaire la Chine, les essais nucléaires "à but pacifique" ont été interdits pour les dix ans à venir (moratoire), mais leur cas sera à nouveau examiné à l'issue de cette période. L'insistance des cinq puissances nucléaires reconnues par le TNP à assortir le traité d'un mécanisme exigeant qu'il soit signé par les trois puissances nucléaires officielles (Inde, Israël, Pakistan) constitue en quelque sorte une reconnaissance implicite de la capacité nucléaire de ces Etats. Le CTBT a été approuvé par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 septembre 1996.

**FMCT (Fissile Material Cut-off Treaty) :**

En 1993, l'Assemblée générale des Nations Unies a donné mandat à la Conférence du Désarmement pour négocier un traité multilatéral interdisant la production de matières fissiles nucléaires à usage explosif. Les négociations sont actuellement au point mort. La place des trois puissances nucléaires officielles dans ces négociations sera déterminante puisqu'un arrêt de la production aurait la double faculté d'entériner leur statut nucléaire et de bloquer le développement de leur arsenal.

### **3.1 Position indienne**

L'Inde figure parmi les premiers Etats à avoir proposé un traité destiné à maîtriser la prolifération des armes nucléaires : la résolution qu'elle avait présentée à l'ONU en novembre 1965 avait été adoptée à l'unanimité par l'Assemblée générale. Elle a

néanmoins toujours refusé de signer le TNP car elle a estimé que les négociateurs du TNP avaient dévié des principes établis par l'ONU. Elle le juge en effet inégal et discriminatoire. L'Inde estime que les puissances nucléaires officielles ne font pas preuve de modération dans la constitution et la conservation de leurs arsenaux : avant de parler de dénucléarisation horizontale, elle pense qu'il faut dénucléariser verticalement, c'est-à-dire supprimer les stocks d'armes atomiques des Puissances. Enfin, elle juge qu'aucun système de contrôle du traité n'est vraiment efficace. Il apparaît clairement que le refus de l'Inde d'adhérer au traité a toujours été motivé par le souhait de garder ouverte sa propre option nucléaire.

Le statut virtuel d'ENDAN de l'Inde n'est pas sans conséquence sur sa perception du risque chinois. En effet, au-delà de la poursuite de la modernisation de ses forces stratégiques, la Chine a unilatéralement déclaré, avant son adhésion au TNP, son engagement au non-emploi (nucléaire) en premier. Elle s'est également engagé à ne pas recourir à l'arme atomique contre des ENDAN (Etats non détenteurs de l'arme nucléaire). Mais depuis son adhésion au TNP en 1992, il reste à savoir si cet engagement concerne tous les Etats non nucléaires ou seulement ceux qui sont parties au traité, or l'Inde n'a pas signé le traité.

L'Inde s'est longtemps évertuée à proposer une interdiction complète des essais nucléaires. En 1993, elle s'était associée aux Etats-Unis pour promouvoir une résolution dans ce sens. Néanmoins, elle a tenté de bloquer la conclusion du traité d'interdiction totale des essais nucléaires. Avant la conclusion du traité, elle a même été suspectée de préparer un second essai nucléaire. Il aurait pu avoir pour conséquence de provoquer le premier essai pakistanais.

Officiellement, l'Inde a refusé de signer le traité d'interdiction totale des essais nucléaires (CTBT) parce que sa demande de lier la fin des essais à celle d'un «programme échelonné d'élimination des armes militaires» a été refusée. Enfin, elle estime que le traité empêche les explosions nucléaires, mais permet toujours l'amélioration des armes grâce à des méthodes numériques de simulation par les Etats nucléaires déclarés. La situation intérieure en Inde n'est pas étrangère à cette position pleine de fermeté : un consensus se dégage en faveur du programme nucléaire et pour n'accepter aucune concession sur le plan international.

Depuis quatre décennies, l'Inde a tenté de promouvoir l'idée d'une interdiction globale de la production de matières fissiles à usage militaire. Il est néanmoins vraisemblable qu'elle ne signera pas le FMCT.

### **3.2 Position pakistanaise**

Le Pakistan n'a pas adhéré au TNP, mais sa position officielle à l'égard du traité a néanmoins toujours été pleine de contradictions.

En effet, le TNP n'inclut aucune assurance de sécurité. Or cette revendication est souvent évoquée comme l'un des arguments dont se prévalent les Etats quasi nucléaires pour ne pas adhérer au TNP, lorsqu'ils sont enfermés dans une relation conflictuelle avec un voisin plus puissant qui dispose de capacités nucléaires. C'est le cas du Pakistan. Il annonce, depuis plus de dix ans, qu'il est prêt à adhérer au TNP et à se soumettre aux garanties totales de l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique) à condition que l'Inde fasse de même. Dans la mesure où il n'est

pas question pour cette dernière d'accepter un accord bilatéral, dont la Chine serait absente, le problème est difficilement soluble.

Le gouvernement pakistanais a adopté une position inexplicable sur la prorogation du TNP. Il a indiqué en effet qu'à défaut d'être favorable au traité, il favorisait sa prorogation illimitée.

Dans le contexte local, la position des Etats-Unis (amendement Pressler) et de leurs alliés, perçue comme éminemment discriminatoire à l'égard du programme nucléaire pakistanais, peut être considérée comme ayant fait obstacle à toute non-prolifération régionale, et comme ayant politisé la question. Conséquence d'un interventionnisme politique négatif, que ce soit sous la forme d'isolation ou de privation d'aide ou d'assistance technologique, les gouvernements successifs du Pakistan, y compris ceux qui en auraient eu la velléité, n'ont pu se résoudre à renoncer à l'acquisition d'armes nucléaires, en raison d'éventuelles retombées internes. Une décision de dénucléarisation, si elle devait être prise sous la contrainte extérieure, serait inacceptable pour l'opinion pakistanaise.

Ne souhaitant pas officialiser son potentiel nucléaire par une démonstration réelle de ses capacités, le Pakistan a naturellement signé le CTBT.

#### **4 Accords bilatéraux, relations régionales**

Des accords bilatéraux, même de faible portée, sont nécessaires pour assurer la sécurité de la région. En particulier, chaque Etat doit être parfaitement informé des intentions de l'autre. En 1990, lors de la confrontation indo-pakistanaise au Cachemire, selon des rumeurs de presse américaines démenties par des responsables indiens, l'Inde et le Pakistan ont été au bord de l'affrontement nucléaire par suite d'un manque d'information sur les intentions réelles de l'autre. Pour atténuer les risques d'une escalade et d'une course à l'armement effrénée, les deux pays ont conclu un accord en 1991, afin de mettre en place des mesures de confiances.

L'assemblée générale des Nations Unies propose à chaque session, depuis l'explosion indienne de 1974, une résolution prônant la création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud, s'inspirant ainsi du traité de Tlatelolco sur l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine (1967) et du traité de Rarotonga sur la dénucléarisation du Pacifique Sud (1985). Chaque année, le Pakistan, à l'origine de cette résolution, vote pour, l'Inde contre.

Régionalement, c'est le Pakistan qui a pris le plus d'initiatives en la matière. Il a successivement proposé à l'Inde d'adhérer ensemble au TNP, de se soumettre ensemble aux garanties totales de l'Agence internationale de l'énergie atomique, d'inspecter mutuellement leurs installations nucléaires, de s'engager ensemble à renoncer à acquérir ou à mettre au point des armes atomiques, et enfin d'instituer une zone dénucléarisée en Asie du Sud, sans résultat.

En l'état actuel, une certaine stabilité stratégique existe néanmoins en Asie méridionale entre les principaux couples d'Etats (Inde-Chine et Pakistan-Inde). Chacun des trois pays a unilatéralement et volontairement appliqué différentes

mesures de retenue dans sa politique nucléaire envers l'autre (les autres, dans le cas de l'Inde).

#### **4.1 Position indienne**

La position indienne est la plus délicate dans la mesure où elle se trouve coincée entre deux adversaires qui ont de bons rapports. L'Inde souhaiterait un traité de dénucléarisation qui engloberait le Tibet et une partie de la Chine du sud ainsi que de l'océan Indien, ce qui pourrait lui procurer les assurances dont elle a besoin : c'est la notion d'Asie du Sud élargie (*Greater South Asia Nuclear Weapons-Free Zone*).

##### **4.1.1 Vis à vis de la Chine**

Le facteur chinois impose à l'Inde de garder ouverte l'option nucléaire. En toute hypothèse, quelle que soit l'appréciation de la Chine sur la qualité d'ENDAN de l'Inde, les assurances chinoises n'ont pas de caractère juridiquement contraignant, et peuvent être révisées ou dénoncées à tout moment. Elles peuvent avoir une certaine valeur en tant que mesures de confiance, mais ne sauraient constituer des conditions suffisantes au désarmement. L'Inde ne veut pas souscrire à une dénucléarisation dont la Chine serait absente.

Malgré ces difficultés, les relations sino-indiennes sont en voie d'amélioration depuis 1987. Les deux Etats ont signé en septembre 1993 un accord fondé sur la notion de sécurité mutuelle. Ce texte délimite la ligne de contrôle effectif le long des frontières contestées, prescrit des réductions des forces déployées dans ces zones ainsi que les moyens de les appliquer et de les superviser.

##### **4.1.2 Vis à vis du Pakistan**

L'accord de Simla entre l'Inde et le Pakistan de juillet 1972 a constitué un cadre pour l'amélioration des relations bilatérales et engagé chacun à ne pas faire usage de la force. Outre les nombreuses mesures de confiance instaurées entre l'Inde et le Pakistan, New Delhi a fait des propositions complémentaires en janvier 1994, notamment celle portant sur la conclusion d'un accord mutuel de non-emploi nucléaire en premier, qui ne lèverait pas pour autant l'ambiguïté délibérée entourant le statut nucléaire des deux parties. New Delhi a également suggéré que l'accord prohibant toute attaque contre les installations nucléaires du voisin soit étendu aux cibles démographiques et économiques. L'Inde estime que l'acceptation pakistanaise de ces mesures contribuerait grandement à la sécurité de chacun et à réduire le rôle des armes nucléaires dans les politiques de sécurité des Etats de la région.

Cependant, du point de vue indien, une approche bilatérale à la non-prolifération et à la maîtrise des armements avec le Pakistan (fortement incitée par les Etats-Unis) tendrait à légitimer le programme nucléaire clandestin du Pakistan, tout en exposant l'Inde aux défis du voisinage chinois.

#### **4.2 Position pakistanaise**

Au Pakistan, l'opinion publique, les spécialistes et les milieux officiels sont unanimes pour considérer que la possession d'armes nucléaires est nécessaire à la sécurité du pays. La supériorité des capacités conventionnelles indiennes est invoquée pour justifier cette position. Les Pakistanais estiment que l'abandon de leurs armes nucléaires les rendrait vulnérables vis-à-vis de l'Inde et de ses forces classiques. Islamabad semble bien convaincu que sa capacité nucléaire constitue depuis quelques années une dissuasion efficace contre New-Delhi.

## **Etude dirigée de géopolitique sur le monde indien : troisième séance**

### **Le maintien de la stabilité**

Par le CBA LANDES (Terre)

#### **1 L'actualité et la température de l'Inde (M. d'Andurain)**

L'Inde est gouvernée, depuis novembre, par un gouvernement intérimaire suite à une « guerre » entre le Congrès et la coalition au pouvoir. Le Congrès a fait le nécessaire pour faire tomber cette coalition, à la grande satisfaction du parti d'opposition (de tendance nationaliste hindoue).

Ce parti d'opposition (le BJP) refuse le principe de laïcité de l'Etat indien. Il semble en train de grignoter des voix en nouant des alliances un peu contre nature avec des partis régionaux, perdant peut-être un peu son âme et sa vocation à créer un grand Etat d'inspiration hindoue. Malgré cela, la communauté musulmane est très inquiète à l'approche des élections de février prochain.

La question se pose de savoir si le BJP est en passe de remporter ces élections, ce qui pourrait remettre en cause le rythme d'ouverture économique de l'Inde. Il bénéficie, dans ce domaine de l'appui des grands industriels du pays, qui cherchent à se mettre à l'abri de la très forte concurrence extérieure.

Quoi qu'il en soit, une telle occurrence n'est pas dramatique. L'Inde a subi des crises de régime multiples, mais les institutions sont solides et le pays arriverait sans doute à s'en remettre. Les élections auront lieu en février 1998.

#### **2 Les doctrines de défense de l'Inde et du Pakistan (LCL Thomas)**

L'absence de doctrine écrite - livre blanc ou autre document de base - rend l'exposé difficile à aborder.

##### **2.1 L'Inde**

###### **2.1.1 Les grandes lignes de la stratégie indienne**

La plupart des données s'inspirent des écrits du Commodore Jasjit Singh, directeur de l'« Institute for Defense Studies and Analyses ». Pour lui, les priorités de l'Inde visent à accélérer le processus de modernisation et le développement socio-économique du pays. L'accent est mis sur l'autonomie et l'indépendance. L'Inde souhaite également être reconnue comme une grande puissance aux yeux de la communauté internationale.

###### **2.1.2 La perception de la menace**

Aujourd'hui plus encore qu'auparavant, l'Inde perçoit la Chine comme une menace, surtout depuis son décollage économique.

Le Pakistan est une source de préoccupation majeure. Le Cachemire semble pouvoir constituer le détonateur d'un conflit avec ce pays. La menace est d'autant plus ressentie que l'Inde craint d'être encerclée par un arc musulman, avec, au premier rang de ces pays, le Pakistan.

Le Bangladesh est, dans une moindre mesure, ressenti comme une menace à cause des problèmes relatifs au partage des eaux du Gange et au risque d'immigration. L'encercllement musulman est également un argument qui concerne ce pays.

### 2.1.3 La politique de défense

Pendant la Guerre Froide, l'allié de l'Inde était l'URSS. Aujourd'hui, l'Inde reste en bons termes avec Moscou, avec qui elle partage un souci commun au sujet des républiques d'Asie centrale, et une relation fournisseur-client en matière d'armements.

La doctrine indienne n'a pas vocation à la projection. L'arme nucléaire est considérée comme indispensable pour contrer tout risque de la part du Pakistan. C'est bien le Pakistan qui constitue l'élément dimensionnant de l'armée Indienne au plan des forces conventionnelles.

Vis à vis de la Chine, les relations se normalisent, mais l'Inde reste méfiante, notamment à propos de l'utilité pour la Chine de disposer d'armes nucléaires tactiques pour une autre raison que celle de menacer l'Inde. Les différends frontaliers entre les deux pays ne sont pas réglés.

### 2.1.4 Problématique

70% des équipements proviennent de l'ex-URSS : ils sont désormais acquis sur une base commerciale, et en devises. Les besoins en remplacement sont énormes, avec des dépenses de défense qui ne sont plus prioritaires, une dévaluation de la roupie qui rend les matériels étrangers très cher et une inquiétude face à la technologie américaine que les résultats de la guerre du Golfe n'ont fait que renforcer.

### 2.1.5 Conclusion

La vision stratégique de l'Inde est claire : une grande crainte de la Chine, une grande détermination face au Pakistan qui rend peu probable la signature du traité de non prolifération.

## **2.2 Le Pakistan**

### 2.2.1 Rappels historiques

La situation géographique explique beaucoup de chose, ce pays ayant une frontière commune avec trois grandes puissances (Chine, Inde, Russie).

Les trois conflits avec l'Inde concrétisent la menace à l'Est. De plus, le Pakistan souffre de se trouver à proximité d'une zone agitée avec l'Iran et l'Afghanistan et également l'Asie centrale russe et chinoise.

## 2.2.2 La perception de la menace

L'Inde est ressentie et désignée comme la menace principale, essentiellement concrétisée par la querelle à propos du Cachemire. De plus, la disproportion des deux armées et le manque de profondeur du territoire qui fait que l'existence du pays est remise en question en cas de conflit avec l'Inde, accentue ce sentiment de menace.

Au nord, l'Afghanistan déstabilisé crée des problèmes de frontière. La poursuite des combats dans la région empêche sans doute le Pakistan d'en faire un allié face à l'Inde.

Il n'existe pas de contentieux avec la Russie, mais le Pakistan n'oublie pas l'axe qui demeure entre la Russie et l'Inde.

## 2.2.3 La politique de défense

La politique extérieure vise essentiellement à trouver des alliés face à l'Inde.

En ce qui concerne la Défense, le Pakistan tente de dissuader l'Inde d'une attaque classique en lui opposant des forces susceptibles de lui causer beaucoup de dégâts. Le Pakistan a, vis à vis de l'Inde, le sentiment d'être assiégé.

Pour cette dissuasion, le Pakistan entretient une modernisation constante de ses équipements, dispose d'une armée de volontaires et développe un fort esprit de défense.

En ce qui concerne le nucléaire, le Pakistan cherche à se doter d'un armement de dissuasion du faible au fort. La défense représente le 1er poste budgétaire de l'Etat, ce qui n'est pas sans créer des difficultés gênant le décollage économique, mais aussi, a contrario, une forte cohésion de la population.

## **2.3 Conclusion**

Les politiques de défense sont étroitement liées compte tenu du contentieux historique. Cependant, la nécessité de développement économique et la fin de l'aide des deux Grands poussent ces pays à repenser leur outil de défense.

## **2.4 Remarques de Monsieur d'Andurain**

Les précédents conflits ne sont pas allés trop loin parce que les officiers des deux armées se connaissaient très bien pour avoir été formés dans les mêmes écoles avant la partition des deux Etats.

En ce qui concerne la stratégie indienne, l'Inde a défini qu'elle voulait développer une industrie d'armement autonome visant à satisfaire 70% de ses besoins en 2005. Les missions de la défense comportent - outre la préservation de l'intégrité du territoire face au Pakistan et à la Chine - la défense face à la menace intérieure (1/3 des forces militaires et paramilitaires est actuellement concerné). Les forces armées indiennes ont une posture défensive afin de défendre 10000 km de frontières terrestres et 7500 km de frontières maritimes.

La Chine a longtemps eu une position plutôt favorable au Pakistan sur la question du Cachemire, mais elle se fait de plus en plus discrète sur ce sujet, en raison de ses propres problèmes avec des minorités musulmanes.

La disproportion qui existe entre les armées indiennes et pakistanaise est flagrante. C'est ce qui explique que le Pakistan n'a d'autre ressource que d'attaquer l'Inde pour assurer sa défense, lorsque la menace semble devenir trop forte. C'est ce qui s'est passé dans les différents conflits avec l'Inde qui a toujours répliqué sans pousser son avantage, sous la pression notamment des grandes puissances.

### **3 L'Inde peut-elle obtenir un siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU ? (LCL Lefebvre)**

On peut s'étonner que la deuxième puissance démographique mondiale et Etat nucléaire non officiel ne soit pas encore membre permanent de ce conseil.

#### **3.1 La réforme du conseil de sécurité**

Actuellement le conseil est constitué de cinq membres permanents qui ont droit de veto (Chine, Russie, Etats-Unis, France, Royaume-Uni) et de dix membres élus par régions géographiques pour deux ans. Les décisions sont prises à la majorité simple, sauf en cas de veto.

Depuis plusieurs années, on réfléchit à l'ouverture de ce conseil à un nombre plus important de pays. Mais une telle évolution pose le problème de l'extension du droit de veto, ce qui créerait encore plus de situations conflictuelles. En l'état actuel des choses, on se dirige vers une augmentation du nombre des membres permanents mais ces nouveaux membres ne disposeraient pas du droit de veto.

La dernière proposition du secrétaire général est d'accepter cinq nouveaux membres permanents sans droit de veto et d'augmenter le nombre de non permanents pour arriver à 24 pays dont 10 membres permanents. Cette proposition est contestée (notamment la question du veto).

#### **3.2 Pour ou contre la candidature de l'Inde**

##### **3.2.1 Puissance nucléaire**

Les cinq membres permanents actuels sont des puissances nucléaires. Mais il ne faut pas oublier que l'Inde n'adhère ni au CTBT ni au traité de non prolifération. Par ailleurs, deux membres pressentis, l'Allemagne et le Japon, ne sont pas des puissances nucléaires.

##### **3.2.2 Puissance démographique**

La puissance démographique est sans doute un atout. Au cours du prochain siècle la population indienne devrait dépasser celle de la Chine et on peut se demander si le sixième de la population mondiale peut être écarté des décisions internationales.

Par ailleurs l'Inde est une démocratie dont les institutions semblent solides.

Enfin, il faut noter que le tiers de la population vit encore en dessous du seuil de pauvreté, ce qui ne plaide pas en faveur d'un accès aux plus importantes décisions et empêche l'Inde de jouer le rôle économique que l'on peut attendre d'une grande puissance.

### 3.2.3 Puissance asiatique

En passant à dix membres permanents, le conseil de sécurité ouvre sans doute une place pour une deuxième puissance asiatique. L'Inde est sans conteste une puissance régionale susceptible de représenter l'Asie méridionale.

Au travers du SAARC, l'Inde est membre d'un groupe, peu actif, réunissant les pays de la région.

Cependant, l'Inde est un adversaire de la Chine qui peut s'opposer à sa candidature et l'ennemi juré du Pakistan que les Etats-Unis soutiennent.

De plus l'Inde ne fait pas l'unanimité dans la région, surtout parce qu'elle s'est amusée à jouer les gendarmes de la région.

### 3.2.4 Puissance économique ?

L'Inde s'est libéralisée sur le plan économique et son économie enregistre une croissance de l'ordre de 7%. L'inflation est contrôlée et la population en fait un grand marché du futur (on estime, mais les chiffres sont souvent fantaisistes, que la classe moyenne représente 150 millions de personnes).

L'Inde maîtrise certain domaines de pointe comme l'industrie spatiale.

Cependant, l'Inde dispose encore d'une forte industrie nationale, peu compétitive et qui n'arrive pas à atteindre ses objectifs.

L'Inde est sans doute une puissance économique en devenir.

### 3.2.5 Position géostratégique particulière

L'Inde présente la caractéristique d'être un Etat civilisation avec une grande pluralité des langues, des religions... Cet ensemble disparate forme un tout qui fonctionne somme toute bien et qui peut apporter dans une structure internationale sa culture de la diversité.

L'Inde est sans doute à la charnière du monde, position qu'elle a connue pendant la guerre froide en qualité de chef de file des non alignés et qu'elle continue à occuper dans l'opposition entre Nord et Sud.

## **3.3 Remarques de Monsieur d'Andurain**

Il est très difficile de juger de l'opportunité de la candidature de l'Inde à un siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU. D'autres pays de la région sont candidats (le Japon et l'Indonésie). Mais il faut bien comprendre que le jeu international veut que ce genre de candidature ne s'étale pas sur la place publique : pour le Japon, c'est officiel, pas pour l'Indonésie.

L'argument du nucléaire est plus un problème qu'un atout. D'abord parce que nulle part il n'est écrit que les membres permanents doivent être des puissances nucléaires, ensuite parce que personne ne peut dire que l'Inde est une puissance nucléaire, enfin parce que certains pays supposés candidats ne sont pas des puissances nucléaires. Il y a en Inde un complexe face au nucléaire dont on pense qu'il est le seul garant de la puissance.

L'argument démographique est sûrement un atout. Bien qu'aucun critère ne soit défini pour faire partie du club des membres permanents, il semble qu'il y ait un consensus pour reconnaître un poids considérable à la puissance démographique.

L'aspect civilisation est sans doute très important. Il est frappant de constater l'omniprésence des Indiens dans les rouages des Nations-Unies et combien ils sont impliqués dans le fonctionnement de cette institution. Si l'on compare avec la Chine, membre permanent, on constate qu'elle ne s'est longtemps intéressée qu'aux institutions qui permettent de bloquer le système. Les Indiens, pour leur part, connaissent bien l'ONU et participent efficacement à son animation.

L'Inde ne semble pas s'intéresser suffisamment aux affaires du monde. L'actualité récente le montre avec la crise des marchés asiatiques. L'Inde n'était pas concernée et se trouvait en bonne position, avec des visites de représentants politiques annoncées pour le printemps. Or l'Inde n'a su faire autre chose que se plonger dans une crise politique incompréhensible, qui a eu des répercussions économiques faisant chuter la roupie et lui faisant subir la crise qu'elle avait réussi à éviter.

#### **4 Un mot de plus de M. d'Andurain**

##### **4.1 Le Pakistan**

C'est un pays très instable sur le plan politique, où l'armée joue un rôle plutôt modérateur. Considérée jusque là comme un recours, l'armée cherche à se désengager du jeu politique et s'est limitée à un rôle d'arbitre lors de la dernière secousse du pays.

Le Pakistan traverse une crise économique sérieuse, aggravée par une démographie encore très importante. Le retour des émigrés du Koweït et d'Irak lors de la guerre du Golfe a accru les difficultés économiques de ce pays.

Au plan social, la crise afghane, soutenue par les américains et l'Arabie Saoudite à partir du territoire pakistanais, a eu des effets pervers dans le domaine du trafic d'armes et du fait de la venue d'instructeurs religieux (ou l'inverse).

Ce n'est pas pour autant un pays condamné. Il a libéralisé son économie bien avant l'Inde et aurait pu devenir un « dragon d'Asie » si l'instabilité politique n'avait pas gâché cet avantage.

##### **4.2 La SAARC (South Asia Association for Regional Cooperation)**

Elle représente le seul outil de concertation régionale. La SAARC fut créée en 1984 par le Bangladesh et il n'est pas étonnant que cette initiative ait été prise par un petit pays, l'Inde ayant vocation à préférer des relations bilatérales. C'est tout de même

resté une coquille vide, car cette association n'intéressait pas l'Inde. Il y a eu quelques réunions qui ont cherché à pousser cette instance pour la rendre semblable à l'ASEAN. Le programme de la SAARC consiste en la libéralisation progressive des échanges entre les pays membres. Lors des réunions, il s'agit surtout de n'évoquer aucun des problèmes politiques qui pourrait embarrasser un des membres.

# Les doctrines de défense de l'Inde et du Pakistan

Par le LCL Michel THOMAS (Terre)

## **Introduction**

Le sujet est difficile à traiter car, à notre connaissance, aucune doctrine au sens occidental du terme, n'a été définie dans ces deux pays : pas de livre blanc ni de document officiel.

De plus il n'est pas judicieux de s'intéresser ici au niveau tactique, c'est à dire de considérer les règlements d'emploi propres à chaque armée.

Il s'agit donc d'analyser les intérêts stratégiques de chaque pays ainsi que la manière dont chacun ressent les menaces avant de décrire les politiques de défense.

Les informations contenues dans cet exposé sont extraites des documents suivants :

- Voyages d'étude du CHEAR au Pakistan (1992) et en Inde (1994),
- Revue Défense Nationale mars 1997,
- Asian Defence Journal novembre 1995,
- RAMSES 98,
- Le Pakistan, l'Océan Indien et la France, Michel POCHOY FEDN.

Ils peuvent être consultés au Centre de Documentation de l'IHEDN.

Le plan suivi est le suivant :

### **Introduction**

#### **1. L'Inde**

**11. Les grandes lignes de la stratégie indienne**

**12. La perception de la menace**

**13. La politique de défense**

#### **2. Le Pakistan**

**21. Rappels historiques**

**22. La perception de la menace**

**23. La politique de défense**

### **Conclusion**

**ANNEXE : le dimensionnement des armées indiennes et le choix du nucléaire**

## 1 L'Inde

La plupart des données sur la stratégie de l'Inde s'inspire des écrits du Commodore Jasjit Singh qui dirige l'« Institute for Defence Studies and Analyses » de New Delhi. Cet institut est un organisme indépendant, malgré un financement par le gouvernement ; il est le seul à notre connaissance, à aborder les problèmes stratégiques.

### 1.1 Les grandes lignes de la stratégie indienne

"La stratégie fondamentale de l'Inde est le développement socio-économique du pays en vue de l'amélioration de la qualité de la vie du peuple indien"<sup>1</sup>.

L'objectif affiché par le gouvernement est d'accélérer le processus de modernisation grâce à l'expansion et à l'élévation du niveau de vie de la classe moyenne (300 millions d'habitants) ; le challenge consiste à réaliser en 50 ans ce que l'Europe a mis 400 ans à faire ! ...

M. Singh met l'accent sur l'autonomie et l'indépendance après le traumatisme qu'ont constitué les années de domination étrangère. L'Inde a fait de cette autonomie un objectif prioritaire.

L'Inde aspire également à assurer un rôle à l'échelle mondiale et entend être reconnue et considérée comme une grande puissance. Ainsi au niveau régional, elle n'a pas hésité à rétablir l'ordre là où elle estimait ses intérêts menacés (Népal, Sri Lanka).

### 1.2 La perception de la menace

- La Chine :

Selon M. Singh, la Chine constitue le défi stratégique fondamental pour l'Inde. Il englobe tous les aspects de la politique stratégique de la nation (et pas seulement la politique de défense). Aujourd'hui, l'Inde craint la Chine plus que jamais, et le décolllement de l'économie chinoise fait de ce voisin un défi majeur.

Cependant, même si le développement de la politique de modernisation entreprise par l'armée chinoise est suivie avec beaucoup d'attention, personne en Inde ne perçoit, à court terme, de menace de guerre contre la Chine.

- Le Pakistan :

Le Pakistan reste la source de préoccupation majeure. Le Cachemire semble être un problème insoluble dont les dirigeants indiens craignent qu'il devienne le détonateur d'une crise née du traumatisme qu'a constitué la partition. L'Inde craint également une implosion du Pakistan et le fondamentalisme musulman dans toute la région (encerclement par un "arc musulman").

---

<sup>1</sup> Commodore Jasjit Singh.

- Le Bangladesh :

Bien qu'il lui doive l'indépendance, le Bangladesh n'est pas favorable à l'Inde. Les contentieux portent sur l'immigration et le partage des eaux du Gange, mais surtout sur la crainte de voir se former un arc d'encerclement avec les autres pays musulmans.

### **1.3 La politique de défense**

Il ne s'agit pas ici de revenir sur le passé et sur les accords de sécurité qui existent entre les pays de la région (cela a fait l'objet de la première étude dirigée) ; néanmoins il est nécessaire d'avoir présent à l'esprit que, durant la Guerre froide, la politique extérieure indienne a été dominée par son alliance avec l'URSS.

Aujourd'hui, l'Inde reste attachée au maintien de bons rapports avec Moscou, ne serait-ce qu'en raison de leurs intérêts communs dans la recomposition de l'Asie centrale.

Toujours selon M. Singh, "la politique de défense du pays est défensive ; l'Inde ne cherche pas à projeter sa puissance", mais elle considère comme étant de sa responsabilité d'intervenir dans la région (Népal, Sri Lanka, Bangladesh).

Pour faire face au risque Pakistanais, l'Inde estime que la possession de l'arme nucléaire est le seul moyen de prévention à l'éclatement d'un conflit ouvert ou à un chantage nucléaire pakistanais pour résoudre le contentieux du Cachemire.

En fait, c'est le Pakistan qui dimensionne véritablement l'armée indienne ; l'« Institute for Defence Studies and Analyses » affirme même que, si un nouveau conflit éclatait, il serait limité à sept jours et ne serait pas nucléaire : il s'agit donc essentiellement de "calibrer" l'outil conventionnel à la menace conventionnelle.

Avec la Chine, l'Inde s'efforce de stabiliser ses relations. De fait, en 1993, un traité basé sur un équilibre de la sécurité dans la région, destiné à maintenir la paix le long de la frontière, a été signé. Au mois d'août 1995, on a assisté à un retrait bilatéral des forces basées le long de la frontière. De plus, la position chinoise sur le Cachemire rejoint celle de l'Inde pour y dénier toute souveraineté pakistanaise.

Néanmoins, la Chine détient l'arme nucléaire depuis 1964, et ceci reste indélébile dans la pensée stratégique indienne. Par ailleurs, elle dispose également de nombreuses armes nucléaires tactiques et l'Inde se demande dans quels scénarios et contre quels voisins elles pourraient être utiles.

Aujourd'hui, on ressent cependant la primauté du développement et de l'économie sur la politique et les frais consentis à la défense. De plus, la récente dévaluation de la roupie (63% par rapport au dollar) et la fin de l'aide russe "bon marché" posent à l'armée indienne de sérieux problèmes de maintenance et de renouvellement de ses matériels. Ces facteurs peuvent amener l'Inde à choisir une stratégie de dissuasion nucléaire "à la française" permettant de réduire les frais de fonctionnement et d'équipement des forces classiques<sup>2</sup>. M. Singh estime les besoins de l'armée future à 500.000 hommes, bien équipés et disposant de matériels modernes.

---

<sup>2</sup> Cette problématique est présentée en annexe.

En conclusion, l'Inde présente une vision stratégique claire :

- une grande crainte devant la Chine,
- pas de sectarisme, mais une forte affirmation d'indépendance vis à vis des Etats-Unis,
- une forte détermination devant le Pakistan.

Enfin, et quelle que soit l'option choisie, il est clair que l'Inde ne signera pas le TNP qu'elle considère comme injuste et discriminatoire.

## **2 Le Pakistan**

### ***2.1 Rappels historiques***

La courte histoire de l'Etat pakistanais est marquée par l'affrontement continu avec l'Inde. Outre la partition qui fût sanglante et entraîna un exode massif de population sur lequel nous ne reviendrons pas, trois guerres ont déjà eu lieu entre ces deux pays.

Le Pakistan est situé dans une zone instable comprenant :

- à l'Ouest : l'Iran et l'Afghanistan,
- au Nord : l'Asie centrale chinoise et ex-soviétique qui traverse une période de bouleversements et connaît un regain de l'influence islamique et une montée des nationalismes.

Depuis un quart de siècle, aucun nouveau conflit avec l'Inde n'a éclaté, mais les tensions demeurent au Cachemire essentiellement, où des escarmouches se succèdent le long de la ligne de contrôle longue de 750 km.

### ***2.2 La perception de la menace***

L'Inde est ressentie, et désignée, comme la menace principale. Ce sentiment est bien entendu lié à l'histoire chargée des relations indo-pakistanaïses et à l'existence du contentieux du Cachemire, mais aussi (et surtout) à la disproportion entre leurs forces armées ; enfin parce tout conflit avec l'Inde remet en cause l'existence même du Pakistan.

A l'Ouest, la situation en Afghanistan est source de préoccupation. Le prolongement de la guerre civile dans ce pays déstabilise les deux provinces occidentales du Nord-Ouest : de nombreux militants islamistes franchissent la frontière et apportent leur soutien à certaines organisations extrémistes pakistanaïses ; le pays doit également faire face à plus de deux millions de réfugiés.

Enfin, au niveau stratégique, la poursuite des combats dans ce pays empêche le Pakistan de s'en faire un allié contre l'Inde.

Vis à vis de la Russie, le Pakistan n'a pas de problème bilatéral ni de contentieux mais la fourniture d'armes et d'équipements sophistiqués à l'Inde et la persistance

de l'axe indo-russe rend le Pakistan soupçonneux, même si la disparition de l'Union soviétique peut remettre en cause les alliances traditionnelles.

### **2.3 La politique de défense**

La perception des menaces évoquées dans le paragraphe précédent fait que la politique extérieure pakistanaise consiste principalement à trouver des alliés susceptibles de soutenir ce pays contre l'Union indienne.

En matière de politique de défense, le Pakistan s'efforce de dissuader l'Inde de l'attaquer de manière conventionnelle en lui opposant des forces armées capables de lui infliger des pertes importantes, si possible jugées inacceptables.

Face à l'Inde, les pakistanais sont affectés d'un complexe d'assiégé : ce sentiment est essentiellement dû à l'étroitesse du pays et à la concentration à proximité de la frontière des principaux centres vitaux et de la majorité de la population du pays (Lahore, 2<sup>ème</sup> ville du pays, se trouve à 20 km de l'Inde).

Cette dissuasion conventionnelle est entretenue par un effort constant de modernisation, un volontariat obtenu grâce aux bonnes conditions de vie proposées aux militaires et un sentiment de défense profondément ancré dans la population. De plus, le Pakistan insiste sur la nécessité de pouvoir disposer d'une dissuasion nucléaire du faible au fort envers l'Inde, laquelle a prouvé dès 1974 sa maîtrise des explosifs nucléaires.

La menace indienne ressentie par le Pakistan justifie des dépenses militaires importantes (c'est le premier poste budgétaire de l'Etat) qui freinent le développement économique du pays, mais constitue également un élément de cohésion nationale.

### **Conclusion**

Les politiques de défense de l'Inde et du Pakistan ne font pas actuellement l'objet d'un document officiel. Toutefois, celles-ci sont évidemment définies au regard des intérêts stratégiques, des ambitions régionales et de la perception respective des menaces ressenties par ces deux pays. De plus, le facteur historique et le contentieux apparemment insoluble né de la partition de 1947 font que la politique extérieure et le dimensionnement de l'outil de défense de l'Inde et du Pakistan sont profondément liés.

Néanmoins, si la défense demeure un élément important de la vie politique, il semble qu'aujourd'hui les nécessités imposées par la priorité donnée au développement et par la fin de l'aide systématique accordée par les deux "grands" de la Guerre froide amènent les gouvernements à réfléchir à une redéfinition de leur outil de défense et à rechercher sinon de nouvelles alliances, tout au moins une certaine stabilité de la région en pratiquant une politique d'ouverture.

## ANNEXE

### Le dimensionnement des armées indiennes et le choix du nucléaire

La problématique est la suivante :

- 70% des équipements viennent de l'ex-URSS,
- ces équipements datent des années 80,
- les besoins en remplacement s'élèveront au tournant du siècle à :

Terre	Air	Mer
1.500 chars	400 chasseurs	53 bateaux de guerre dont 7 sous-marins et 2 porte-avions
500 VCI	100 avions de transport	
500 pièces d'artillerie	140 hélicoptères	

- les dépenses de défense ne sont plus prioritaires,
- la fourniture d'armement "bon marché" venant d'URSS est terminée,
- les marchés américains et européens sont ouverts mais la dévaluation de la roupie laisse peu de marge de manoeuvre pour les achats à l'étranger.

De plus, l'Inde a pris très au sérieux la défaite de l'Irak dont l'armée était entièrement équipée de matériels soviétiques et a constaté une suprématie des matériels américains, dont le Pakistan est également équipé.

Une des options envisagées consiste en une diminution du format des armées, une modernisation des équipements et le choix de la dissuasion nucléaire. Il s'agit également de diversifier les sources d'approvisionnement et de développer une industrie autonome de défense pour acquérir une indépendance dans le domaine de l'armement.

# L'Inde peut-elle obtenir un siège permanent au conseil de sécurité de l'ONU ?

Par le LCL LEFEBVRE (Air)

## 1 Position du problème

L'Inde représente un habitant de notre planète sur six, elle est la puissance dominante de l'Asie méridionale dont la capacité nucléaire est connue de tous ; de plus, sa grande capacité technique et la taille de son marché intérieur comparable à celui de la Chine en feront une puissance économique avec laquelle il faudra compter au siècle prochain.

Dans ces conditions, il est étonnant de constater que l'Inde ne soit pas déjà membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.

Il faut cependant reconnaître que l'organisation actuelle de l'ONU est héritée de la fin de la 2ème Guerre mondiale, et que celle-ci est restée figée en dépit des bouleversements géostratégiques qui sont survenus depuis 1945.

Cependant, la réforme de cet organisme, tant de fois évoquée, semble envisagée par la communauté des Etats avec une volonté affirmée d'aboutir.

Aussi, avant d'étudier l'éventuelle entrée de l'Inde au Conseil de sécurité en tant que membre permanent, il convient de décrire, dans une première partie, la structure nouvelle que pourrait acquérir cet organisme.

Ensuite, dans une seconde partie, seront évoqués les arguments militant pour ou contre l'attribution d'un siège permanent à l'Inde, en se fondant sur l'étude de ses attributs de puissance dans les domaines nucléaire, démographique, régional, économique et géostratégique.

A l'issue de l'étude, il sera certainement présomptueux de prédire une élection de l'Inde « dans un fauteuil » au sein du Conseil de sécurité futur.

En revanche, il sera permis de s'interroger sur la légitimité d'un organisme suprême de gestion des crises qui exclurait, en son sein, la représentation d'une proportion aussi importante de l'humanité.

## 2 La réforme du Conseil de sécurité

La présentation de la réforme du Conseil de sécurité est fondée sur la proposition faite, le 20 mars 1997 par le président de l'assemblée générale, le Malaisien Razali, qui dirige le groupe de travail sur l'élargissement.

### 2.1 Présentation de la réforme

La composition du Conseil de sécurité - 5 grandes puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale, titulaires d'un siège permanent avec droit de veto, 10

sièges attribués à des membres non permanents sur une base régionale - ne reflète plus la géographie politique du monde actuel. Outre l'Allemagne et le Japon, des puissances régionales souhaitent un siège de membre permanent : l'Inde, le Brésil, le Nigeria, ou le laissent entendre : l'Afrique du Sud, l'Indonésie, le Mexique, l'Egypte. D'autres Etats sont opposés à la création de nouveaux membres permanents : l'Italie, l'Algérie, l'Espagne ou le Pakistan.

Ainsi, l'Italie suggère-t-elle la création de 10 sièges supplémentaires de membres non permanents, à partir d'une trentaine de pays sélectionnés parmi les puissances de second rang.

La réforme envisagée par le groupe de travail sur l'élargissement consiste à porter le nombre de membres du Conseil de sécurité de 15 à 24 selon la répartition suivante :

- 10 membres permanents au lieu de 5,
- 14 membres non permanents au lieu de 10, élus en principe par région du monde pour une durée de 2 ans.

## **2.2 La question du droit de veto**

Les membres permanents historiques - Etats-Unis, Russie, Chine, France et Grande-Bretagne - s'opposent catégoriquement à l'élargissement du droit de veto. Par ailleurs, la majorité des Etats de l'Assemblée générale reste opposée à l'attribution du droit de veto à de nouveaux membres du Conseil.

En conséquence, la réforme en préparation prévoit que les nouveaux membres permanents n'auraient pas la jouissance du droit de veto. En contrepartie, les actuels membres permanents seraient « invités » à en limiter l'usage.

Dans ce Conseil de sécurité futur, l'Inde est-elle en droit d'obtenir un siège de membre permanent ?

## **3 Pour ou contre la candidature de l'Inde comme membre permanent du Conseil de sécurité ?**

### **3.1 Puissance nucléaire**

Paradoxalement la capacité nucléaire de l'Inde ne représente pas nécessairement un avantage dans la course au Conseil de sécurité.

En effet, même si l'histoire a fait des 5 puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale, les 5 puissances nucléaires « officielles ». L'Inde, qui a été la première puissance nucléaire « officieuse », n'a pas su se faire reconnaître par les 5 comme l'une des leurs. En conséquence, après avoir été le chantre de la non-prolifération pendant des années, l'Inde a été contrainte à ne pas adhérer au Traité de non-prolifération, ce qui n'améliore pas son crédit international.

Par ailleurs, en se référant au projet de réforme présenté en première partie, les futurs membres permanents du Conseil ne disposeront pas du droit de veto. Le statut de puissance nucléaire, fut-elle « officieuse », se présente plutôt comme un

handicap vis à vis de l'objectif visé. En la matière, les candidats favoris (Japon, Allemagne) ne sont pas des puissances nucléaires, mais économiques.

### **3.2 Puissance démographique**

L'Inde comportera près d'un milliard d'habitants en l'an 2000, soit le sixième de l'humanité. Comment l'Etat qui représente une telle population peut-il être tenu à l'écart des décisions qui influent sur le gouvernement du monde. En dépit du régime maoïste largement contesté, c'est surtout sur cet argument démographique que la République Populaire de Chine a ravi son poste au Conseil de sécurité à la République Démocratique de Taiwan.

En l'occurrence, l'Inde ne présente pas l'inconvénient de la Chine, puisque la stabilité de ses institutions en ont fait durablement la "Plus grande démocratie du monde". Alors même que le modèle démocratique s'impose presque partout, l'Inde demeurera, selon toute probabilité, la démocratie la plus nombreuse au XXIème siècle, puisque sa population dépassera celle de la Chine.

Il convient toutefois de nuancer le propos. Alors même que la Chine reste très critiquée pour son attitude vis à vis des droits de l'homme, l'Inde est un Etat de droit, certes, mais que penser d'un Etat où plus de 300 millions d'habitants se trouvent dans une pauvreté telle que, dans les faits, leurs droits les plus élémentaires - du gîte et du couvert - ne sont pas respectés.

### **3.3 Puissance asiatique**

Les deux tiers de la population mondiale, concentrée en Asie, se trouvent actuellement représentés par un seul siège permanent au Conseil de sécurité, celui de la Chine. Dans un Conseil de sécurité élargi à 10 membres permanents, il serait impensable que cette région du monde soit excessivement sous-représentée. De plus, l'Asie méridionale n'est pas représentée par un membre permanent. L'Inde, Puissance régionale incontournable peut donc se présenter comme le candidat « naturel » du sixième de l'humanité.

Cependant, l'Inde doit compter avec deux opposants : le Pakistan - soutenu par les Etats-Unis - qui émet des réserves, et la Chine. Par ailleurs, vis à vis d'une élection par les représentants des Etats représentés au sein de l'Assemblée générale de l'ONU, l'Inde a intérêt de s'attirer la sympathie de la majorité des Etats de la région, qui pour l'heure est loin d'être acquise, compte tenu d'une politique de "gendarme régional" souvent contestée.

### **3.4 Puissance économique ?**

A l'instar de la Chine, l'Inde est une puissance économique en devenir...

...avec peut-être un léger retard au démarrage.

En effet, avec un taux de croissance de l'ordre de 7 %, une inflation contrôlée, et surtout une nécessaire libéralisation économique enfin initiée, l'Inde constitue une puissance économique montante dotée d'un marché intérieur immense. L'effectif de sa classe moyenne, évalué à 150 millions de personnes, laisse présager d'un

"Grand marché" tout aussi prometteur que le marché chinois. Enfin, les ingénieurs indiens ont acquis la maîtrise de secteurs de pointe comme le prouve la capacité de leur industrie spatiale.

Néanmoins, si le développement économique s'amorce, il ne faut pas cacher le retard important par rapport aux économies d'Asie de l'Est et du Sud-Est citées en exemple pour leurs taux de croissance « à deux chiffres ». L'industrie nationale indienne est encore peu compétitive parce que trop bureaucratique : sa difficulté à atteindre les objectifs fixés en matière d'indépendance énergétique en est le révélateur.

### **3.5 Position géostratégique particulière**

Une carte du monde centrée sur l'Inde le révèle : entre orient et occident, le sous-continent indien est le ventre du monde. Le « ventre » et non pas le « centre », puisque à la surface d'une sphère, tout point - ou plus rigoureusement aucun - peut être regardé comme le centre.

Ce « ventre », situé à la charnière *entre l'occident communicatif et l'orient introspectif*, est riche d'une telle mosaïque de langues et de religions, qu'il constitue une Civilisation pluraliste tout à fait unique.

A ce titre, l'Inde a été fort justement qualifiée « d'Etat-Civilisation ».

#### **Conclusion**

« L'avenir du monde est dans le temps des hommes » écrivait Joël de Rosnay dans son ouvrage « L'homme symbiotique ». Alors même que le monde actuel, qualifié à tort « d'unipolaire », semble tout entier dominé par la puissance occidentale, celle-ci, par sa maîtrise de la technologie prétend avoir asservi le temps : les calculateurs réalisent et échangent entre eux des milliards d'opérations par secondes. En réalité, « l'homme pressé », chargé d'exploiter un volume d'informations sans cesse croissant, ne peut plus suivre le rythme que ses créations lui imposent en retour : c'est le temps qui est sur le point d'asservir son pseudo-maître.

Le monde de demain doit retrouver, dans l'intérêt de l'humanité toute entière, un rapport plus serein avec le temps. L'approche orientale peut le lui apporter. En l'occurrence, la société indienne tient une place toute particulière par sa pluralité et par son ouverture à l'occident héritée de l'assimilation de deux siècles de présence britannique.

Qui, mieux que l'Inde, pourrait jouer les médiateurs, au sein d'un Conseil de sécurité rénové, afin que les civilisations occidentales et orientales se complètent harmonieusement sans avoir à s'affronter durement ?

**L'Asie Méridionale et le monde**

Par le CBA DUCRET (Terre)

**1 La politique américaine du Président CLINTON (exposé du LCL LENE)**

La présidence de Monsieur CLINTON se distingue des précédentes présidences américaines par la fin du monde bipolaire. La disparition de l'URSS, en tant que grande puissance, a profondément changé la donne stratégique et les relations internationales dans le sous-continent indien. L'Inde entretenait des relations très étroites avec l'URSS, tout en affirmant son non-alignement. Par voie de conséquence, le Pakistan, adversaire de l'Inde, était soutenu par les Etats-Unis dans la logique d'affrontement des blocs. Cette partition des relations internationales dans le sous-continent a aujourd'hui perdu de sa pertinence. L'ambiguïté entre la position de non-aligné de l'Inde et son alliance avec l'URSS joue dans le passif des relations américano-indiennes dans la mesure où les Américains n'apprécient que ce qui est net. Il n'y a donc pas de révolution de la politique américaine dans le sous-continent.

Dans le domaine économique, les pays de la zone sont tous attirés par les Etats-Unis qui restent dans l'expectative. L'Indecision indienne face à la nécessité de réformes structurelles ne facilite pas le développement des échanges avec les USA. Les investissements américains au Pakistan sont encore supérieurs à ce qu'ils sont en Inde.

Seules 10% des exportations indiennes partent vers les USA et 20% de ses importations en viennent. L'Inde ne semble pas vouloir s'adapter, elle conserve son énorme bureaucratie et ses barrières tarifaires qui dissuadent les investisseurs occidentaux. Le système nippon attire beaucoup les indiens qui y voient un modèle de capitalisme non occidental, mais les événements récents pourraient modifier cette analyse. Les Etats-Unis voient dans l'Afghanistan une zone d'intérêt, en particulier pour l'acheminement du pétrole. Présents lors de l'avancée des «Talibans», ils espéraient une victoire rapide et totale suivie d'un apaisement des convictions islamistes du mouvement. Il n'en n'a rien été. Le Bangladesh demande une aide économique aux Etats-Unis, en leur assurant de bonnes conditions ; si les relations sont effectivement meilleures et non conflictuelles, la population est très anti-américaine et les conditions économiques, malgré les zones franches, ne sont pas favorables aux investissements.

Sur le plan diplomatique, l'Inde cherche à intensifier les échanges avec les Etats-Unis pour équilibrer les relations internationales, tout en recherchant la création d'un monde multipolaire et en affirmant un nationalisme indien. Les Etats-Unis restent la pierre angulaire des relations entre l'Inde, le Pakistan et la Chine. Le Pakistan a été récemment reconnu par les USA comme Etat nucléaire proliférant et sa désignation comme pays encourageant le terrorisme est évoquée depuis la présidence de M.Bush. Mais les USA n'ont cependant pas encore coupé la relation privilégiée avec le Pakistan, ce qui leur est beaucoup reproché par l'Inde. D'autre part, la Chine est

toujours la nation la plus favorisée par les Etats-Unis alors que cet Etat représente pour les Indiens la menace la plus inquiétante. Les USA relèvent les problèmes de Droits de l'Homme dans le Cachemire, mais de façon assez discrète dans la mesure où leur violation est beaucoup plus aiguë en Chine. L'Inde ne réussit donc pas encore à infléchir nettement les relations des Etats-Unis dans le sous-continent car ceux-ci adaptent leur politique en gardant leurs préférences.

Dans le domaine militaire, la présence militaire américaine dans l'Océan Indien est critiquée par l'Inde mais des manoeuvres navales conjointes ont réuni récemment l'Inde et les USA. Les ventes d'armes américaines en Inde ont toujours existé et il n'y a pas de bond significatif ces dernières années. Il n'y a donc pas, dans ce domaine non plus, d'évolution profonde.

On peut donc dire en conclusion que les relations des Etats-Unis avec le sous-continent indien, sous la présidence de Monsieur Clinton, évoluent sans changement profond. Avec l'Inde ce sont des relations en devenir, encore marquées par l'histoire récente d'affrontement des blocs, la relation privilégiée avec la Chine et le manque d'évolution de l'Inde. Le Pakistan garde une position avantageuse mais non exclusive.

## **2 Le rôle des armées dans le sous-continent indien (exposé du Major TÖLKES, de la Bundeswehr)**

Demandons-nous tout d'abord pourquoi il convient d'aborder ce thème et comment il est possible de mesurer le rôle de l'armée dans un pays. En effet, certains pays ont été dirigés par des militaires, tout en étant de réelles démocraties (Winston Churchill en Grande-Bretagne, Dwight D. Eisenhower aux Etats-Unis ou Charles de Gaulle en France). En fait, la situation dans le sous-continent est assez diverse en fonction des Etats mais marquée par une forte implication des armées.

Le Pakistan a vécu la majorité de son histoire sous un régime militaire. Cette époque est désormais révolue mais les armées gardent une grande influence dans la vie politique.

Le Bangladesh est dans une situation similaire puisqu'il a connu également des régimes militaires et les armées ont gardé une forte influence.

En revanche, l'Inde n'a jamais connu de coup d'Etat militaire. Les missions des armées sont conformes à celles existant dans toute démocratie, avec en plus une participation au maintien de l'ordre. Le système des castes fait que les brahmanes sont au dessus des guerriers et par conséquent ceux-ci n'ont pas bénéficié de la même image que dans les pays musulmans.

Pour tous ces pays, en dehors de l'Inde, l'armée a joué un rôle très important dans le développement économique (construction d'infrastructures,...). C'est encore le premier employeur de nos jours. L'armée est associée aux luttes d'indépendance nationale et à la création de certains Etats. La situation conflictuelle de ces Etats donne à l'armée un rôle plus tangible que dans l'occident pacifié.

Le retard démocratique entraîné par des régimes militaires est difficilement compatible avec un développement économique. La loi martiale a-t-elle freiné le développement économique? A priori, oui, mais il n'est pas certain que les militaires

aient eu le choix. La situation dans ces pays était telle que l'application de la loi martiale n'était peut-être pas évitable.

## **1 L'Inde et les Etats-Unis**

### **1.1 Introduction**

L'Inde est sortie affaiblie, sur le plan diplomatique, de la Guerre du Golfe. Du statut de leader des pays non alignés, elle s'est trouvée privée de stratégie à la disparition d'un monde bipolaire. Culturellement habituée à servir de modèle plutôt qu'à copier, l'Inde a éprouvé les plus grandes difficultés à se positionner par rapport aux Etats-Unis.

### **1.2 Embellie des relations économiques et commerciales**

Depuis 1991, New Delhi s'est prioritairement employé à améliorer ses relations avec Washington. Les bases en étaient jetées dès 1985 avec le début de la libéralisation de l'économie. Les Etats-Unis sont ainsi devenus son premier partenaire commercial, et les entreprises américaines ont commencé progressivement à investir. Cette tendance est devenue massive à partir du tournant libéral pris par l'économie en 1991. Le commerce entre les deux pays atteint le chiffre de 9 milliards de dollars par an. Les Etats-Unis assurent désormais respectivement plus de 10% des importations et près de 20% des exportations indiennes. Ils sont également le premier investisseur, leurs investissements directs étant passés de moins de 89 millions de dollars en 1989 à 2 milliards de dollars en 1996. Ce rapprochement économique a son pendant sur le plan politique et militaire. Fait nouveau, des manoeuvres navales conjointes ont eu lieu en 1992 et en 1995.

### **1.3 Les points de divergence**

Cependant, cette embellie n'est pas exempte de nuages. Des divergences existent entre les deux pays concernant le programme nucléaire et spatial de l'Inde. Malgré tout le poids de la diplomatie américaine, New Delhi n'a consenti à signer ni le traité de non prolifération nucléaire, prorogé indéfiniment en 1995, ni le traité pour l'interdiction totale des essais nucléaires conclu l'an dernier. Les sujets d'irritation existent également sur les questions des droits de l'homme au Cachemire et sur le problème de la libéralisation du commerce. Washington a condamné l'Inde, signataire de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (OMC), pour le non-respect des droits de propriété intellectuelle sur la fabrication des médicaments et sur la réduction asymétrique des droits de douane. Sur l'ensemble de ces questions sensibles, l'Inde n'est pas prête à « lâcher », considérant à l'instar de la Chine, qu'à l'heure de la « géo-économie » le vaste marché qu'elle constitue lui permet de défier la superpuissance américaine.

#### **1.4 A la recherche d'une stratégie**

A l'instar de la Chine, l'Inde a une relation difficile avec les Etats-Unis. Pour Washington, la difficulté consiste à asseoir la légitimité de son *leadership* mondial une fois assurée sa victoire sur l'URSS. A tort ou à raison, New Delhi comme Beijing contestent son droit à s'ingérer dans l'organisation de leur défense nationale ou à imposer des règles mondiales de comportement à un Etat. Or, les deux capitales ont besoin du soutien américain pour leur développement économique et technologique, comme pour la reconnaissance de leur statut de puissance régionale ou mondiale. Chaque geste des Etats-Unis sera interprété dans la perspective de cette rivalité.

Portant sur le statut de puissance régionale, voire de puissance emblématique de l'Asie à l'échelle mondiale, l'Inde est confrontée avant tout à un problème stratégique. Encore enfermés dans des logiques de pensées héritées du passé, confrontés à d'énormes difficultés intérieures, les dirigeants indiens n'ont, semblent-il, pas encore pu mettre en oeuvre une véritable coordination de leurs efforts concernant les relations extérieures (militaires, diplomatiques et économiques) pour les fusionner en une stratégie dynamique qui, seule, permettrait à l'Inde d'atteindre la stature internationale de la Chine.

Ainsi, l'Inde appelle-t-elle de ses voeux un monde multipolaire qui lui permettrait non seulement de bénéficier d'une plus grande marge de manoeuvre, mais qui correspondrait mieux à sa conception des relations internationales, fondée sur l'égalité entre les Etats développés et ceux en voie de développement. Dans cette optique, New Delhi accueille favorablement la formation de divers pôles de pouvoir et déploie des efforts pour diversifier ses relations avec eux. Elle croit fermement que la fin de l'URSS ayant détruit le ciment de l'unité occidentale, elle pourra jouer sur les antagonismes économiques et les divergences politiques entre les Etats-Unis, l'Europe et le Japon.

#### **1.5 Perspectives des relations Inde - Etats-Unis**

L'année 1998 s'annonce déterminante avec la visite officielle du président Clinton en Inde et peut-être au Pakistan. Le président des Etats-Unis a récemment multiplié les déclarations favorables, voire même flatteuses à l'égard des dirigeants de New Delhi. Certains observateurs osent même évoquer la possible annonce, au cours de cette visite, d'un règlement du contentieux frontalier entre l'Inde et le Pakistan...

#### **1.6 Conclusion**

Le poids de la guerre froide constitue le handicap majeure de l'Inde face au nouvel ordre mondial, ordre dominé par les Etats-Unis. L'indécision des dirigeants de New Delhi à adapter des choix stratégiques clairs entrave ses ambitions et renforce ses handicaps. L'administration Clinton sait user, à son profit, des rivalités entre la Chine populaire et l'Inde qui revendiquent toutes deux le statut de puissance emblématique de l'Asie à l'échelle mondiale.

Cependant, la visite du président Clinton, première visite depuis celle de M. Carter en 1978, apportera très certainement la *lisibilité* qui fait actuellement défaut entre New Delhi et Washington.

## **2 Le Pakistan et les Etats-Unis**

Les Etats-Unis ont joué un rôle essentiel dans la diplomatie pakistanaise. Ils disposaient de facilités pour utiliser certaines bases aériennes. Ils ont accordé une aide militaire importante, destinée à contrer la menace de l'Inde, alliée de l'URSS. De même, lorsque les soviétiques ont envahi l'Afghanistan, les matériels ont afflué pour équiper les moudjahidin.

Désormais, le Pakistan ne revêt plus la même importance stratégique et les rapports se sont tendus. Washington dénonce désormais le programme nucléaire pakistanais, considéré comme proliférant. L'amendement Pressler (certes réduit par l'amendement Brown) limite l'aide militaire, au grand dam d'Islamabad qui met l'accent sur les engagements anciens et présents aux côtés des Occidentaux. La participation de contingents pakistanais à la guerre contre l'Irak, puis dans des opérations de maintien de la paix, sous l'égide des Nations unies, au Cambodge, en Somalie et en ex-Yougoslavie, n'a pas fait fléchir l'administration américaine qui continue d'accorder la priorité à la lutte contre la prolifération et ne croit pas aux affirmations officielles indiquant l'absence de toute intention de mettre au point un armement nucléaire.

Depuis 1993, année où les relations entre les deux pays étaient au plus mal, les signes d'assouplissement se sont cependant succédés sous l'égide du président Clinton qui jugeait contre-productives les positions de l'Administration Bush.

Malgré toutes ces vicissitudes politiques, les Etats-Unis occupent la première place des pays investisseurs, la seconde des fournisseurs, et restent le premier client. Les balances des échanges entre les Etats-Unis et le Pakistan restent considérables en comparaison de celle liant les Etats-Unis et l'Inde.

Enfin, les autorités d'Islamabad espèrent beaucoup de la venue éventuelle du président Clinton, notamment dans le domaine économique et commercial.

## **3 Les Etats-Unis et l'Afghanistan**

Les Etats-Unis ont éprouvé un regain d'intérêt pour l'Afghanistan en 1996. Le sénateur Brown a organisé, en avril 1996, une conférence à laquelle étaient invités tous les acteurs de cette crise, sauf les Talibans. La priorité des Etats-Unis repose dans l'obtention et le maintien d'une stabilité régionale, stabilité nécessaire au transit, par l'Afghanistan, du pétrole du Turkménistan destiné au Pakistan. La victoire des Talibans a été, dans un premier temps, soutenue par la société américaine responsable de la construction du pipe-line, avant que le secrétaire d'Etat américain ne dénonce officiellement les excès des nouveaux dirigeants.

## **4 Les Etats-Unis et le Bangladesh**

Le Premier Ministre du Bangladesh a effectué en 1996 une visite de huit jours à New-York. Hormis ses interventions à la tribune des Nations unies, il s'est attaché à encourager les investissements et l'arrivée de capitaux américains dans son pays, promettant des gains « aisés » dans les domaines du gaz et du pétrole. Les hommes d'affaire conditionnent leur participation à la stabilité économique et politique de la région.

## **Conclusion**

La politique de l'administration Clinton en Asie méridionale reste avant tout guidée par les programmes nucléaires que refusent de geler l'Inde et le Pakistan. Loin d'être négligeable, le développement des échanges économiques et commerciaux ne parvient pas à décoller en raison de l'instabilité politique et du manque de stratégie claire des principaux Etats de la région. Dans ces conditions, la Chine entend profiter de la situation pour s'imposer comme l'unique et incontournable puissance régionale.

## Le rôle politique de l'armée dans les pays de la région

Par le MJR TOELKES (Armée de terre allemande)

Cet exposé porte sur le rôle de l'armée dans des pays de la région Asie du Sud. L'énoncé du sujet suppose qu'il y a des différences, au moins pour une partie des pays, entre le rôle de l'armée en Asie du Sud et celui des forces armées en Europe occidentale.

### **1 Rapports politique - armée dans les sociétés occidentales**

Quel est le rôle de l'armée dans nos pays ? En Allemagne, les forces armées sont un des moyens dont s'est doté le pays pour manifester sa souveraineté. Les forces armées allemandes sont mises sous le contrôle politique ; c'est-à-dire que les forces armées ne sont employées que selon les exigences de la volonté politique. En aucun cas un gouvernement formé par des militaires et invoquant une Loi martiale ne serait légal ni légitime. Le rôle de l'armée française n'est pas très différent de celui des forces armées allemandes.

Est-ce qu'un rôle certain de l'armée dans la politique est directement lié à une qualité de la politique d'un pays ? Winston Churchill, Dwight D. Eisenhower et Charles de Gaulle : ces trois chefs d'Etat étaient d'anciens militaires, bien sûr légitimés par des élections démocratiques, mais ayant eu une formation professionnelle particulière. Le fait qu'un militaire joue un rôle important voire dominant dans la vie politique d'un pays ne permet donc pas de porter un jugement direct sur la vie politique d'un pays.

### **2 Rapports politique - armée dans les pays de la région**

L'Afghanistan est évidemment un cas particulier en raison de la guerre civile qu'il connaît actuellement entre plusieurs factions armées.

Le Pakistan a vécu la plupart de son indépendance sous un régime militaire. C'est terminé depuis maintenant près de 10 ans, mais le militaire joue toujours un rôle important, voire déterminant. Il y a encore un mois, au cours de la crise gouvernementale, les politiques ont été chercher des conseils et un soutien auprès du chef des armées, le général Jehangir Karamat.

De la même manière, le Bangladesh a connu plusieurs régimes militaires depuis l'époque de son indépendance. Mais là aussi, c'est terminé depuis près de dix ans même si les militaires jouent toujours un rôle important dans la vie politique ; il y a peu, on craignait un nouveau putsch.

L'Inde se montre sous un jour différent, qui n'a jamais connu de coup d'Etat militaire. La mission de l'armée indienne est la suivante :

- pouvoir s'opposer à toute tentative mettant en danger l'intégrité territoriale et la souveraineté de la nation.
- pour l'armée de terre, s'opposer à toute menace extérieure contre le territoire national, assurer le maintien de l'ordre au profit de l'administration civile et secourir

la population en cas de catastrophe naturelle.

- pour l'armée de l'air, assurer la police du ciel, le soutien des forces déployées dans les régions reculées du Nord et du Nord-Est (Cachemire et Assam), secourir la population en cas de catastrophe naturelle et fournir une aide humanitaire aux gouvernements étrangers qui en font la demande.

Le problème pour l'armée résulte de sa mission de maintien de l'ordre : l'agitation intérieure au Pendjab, au Jammu-et-Cachemire et dans le Nord-Est immobilise 40 % des effectifs de l'armée de terre.

En conclusion, on peut dire qu'il y a un rôle important des armées dans la vie politique. Ce rôle peut se limiter au maintien de l'ordre, comme c'est le cas pour l'Inde, ou être élargi au gouvernement du pays par des militaires, à l'exemple du Pakistan et du Bangladesh.

Ces développements amènent plus de questions que de réponses. Voici d'autres sujets d'interrogations :

- Quelle est la qualité du rôle politique des armées dans la région ?
- Quelles sont les explications des différences entre les pays ?
- Le modèle démocratique correspond-il au modèle social en Asie du Sud ?
- Le régime de la loi martiale a-t-il freiné le développement des pays de la région ?



Noukous  
UZBEKISTAN

KABOUL  
AFGHANISTAN

Ürümqi  
(Ouroumsti)

Kashi  
(Kachgar)

Shache  
(Karakand)

Qiemo

Lop Nur

Chandigarh

DELHI

New Delhi

Jodhpur

JAIPUR

Agra

LUCKNOW

KANPUR

Benares

Patna

AHMADABAD

Surat

Indur

NAGPUR

Allahabad

Jamshedpur

Howrah

CALCUTTA

BOMBAY

PUNA

HYDERABAD

NAGPUR

Raipur

Kolkata

BANGALORE

Coimbatore

Madurai

Salem

Vishakhapatnam

MADRAS

I. LAQUEDIVES  
(Inde)

Coimbatore

Madurai

Salem

Vishakhapatnam

MADRAS

Cochin

Trivandrum

SRI LANKA

MALDIVES

Malé

Golfe du BENGAL

Bengale

I. ANDAMAN  
(Inde)

Pt. Blair

Passage du 10e deg.

I. NICOBAR  
(Inde)

N

I

N